

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR. GENERALE
E/CN.12/500
25 mars 1959

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
Huitième session
Panama, 13 mai 1959

PREPARATION POUR L'EVALUATION DU PROGRAMME 1959-1964

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Memorandum de transmission du Secrétaire exécutif

1. Le Secrétaire exécutif soumet à l'attention de la Commission sa contribution à l'évaluation du Secrétaire général, sur la portée, les tendances et le coût du Programme régulier des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme pour la période 1959/64, conformément aux termes de la résolution 665 C (XXIV) du Conseil économique et social, qui fut précisée et amplifiée par la résolution 694 D (XXVI).
2. Conformément aux directives et aux décisions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, la Commission économique pour l'Amérique latine avait déjà passé en revue en mai 1957, au cours de sa septième session, ses principaux domaines d'activités afin de concentrer et de coordonner les différents aspects de son programme de travail. compte tenu du montant limité de ses ressources. Elle prit note des projets qui étaient déjà complètement ou presque complètement terminés et décida d'éliminer plusieurs projets (17 au total), qui pouvaient être incorporés dans des projets plus importants ou qui pouvaient être réalisés dans de meilleures conditions par d'autres organismes. Elle assigna une moindre priorité à quelques autres projets.

/Cette décision

Cette décision prise par la Commission en 1957, reflète la préoccupation qu'elle avait de concentrer ses efforts sur les problèmes les plus urgents du développement économique et du commerce régional. Il convient cependant de signaler que le Secrétariat n'a même pas pu compléter la réalisation du programme minimum de première priorité qui avait été adopté au cours de la septième session et fut approuvé ultérieurement par le Conseil économique et social lors de sa 24ème session. La plupart des projets concernant directement le développement économique et le commerce régional sont en cours de réalisation, mais dans d'autres domaines les travaux du Secrétariat ne sont pas encore très avancés ou même n'ont pas encore commencé. Les projets les plus importants dont la réalisation n'a pas encore été entreprise sont décrits dans les paragraphes pertinents de ce rapport sur le programme de travail pour 1959/1964.

3. La raison principale de ces retards et de ces ajournements réside dans le fait qu'une part de plus en plus importante des ressources du Secrétariat a dû être affectée à des études et à des activités liées directement aux problèmes de la création progressive d'un marché régional et au problème de l'établissement d'un système de paiement multilatéral en Amérique latine. On reviendra sur cette question à la fin du présent rapport, lorsque l'on présentera une estimation des ressources additionnelles qui seront requises pour la réalisation du programme des quatre ou cinq prochaines années, tel qu'il est prévu ici à titre provisoire.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

EVALUATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR

LA PERIODE 1959-1964

Rapport préparé par le Secrétaire exécutif

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
LES BESOINS FONDAMENTAUX ET L'AIDE QUE FOURNIRA LA COMMISSION AUX GOUVERNEMENTS POUR FAIRE FACE A CES BESOINS	1-24
<u>Développement économique</u>	2-12
<u>Commerce et développement économique</u>	13-24
PERSPECTIVES DE 1959 A 1964	25-142
<u>Tendances économiques actuelles</u>	27-38
<u>Etude économique</u>	27-29
<u>Bulletin économique</u>	30-31
<u>Statistiques</u>	32-38
<u>Accélération du développement économique</u>	39-58
Elaboration de programmes de développement à moyen et long terme	46
Analyse de la politique économique	47-48
Financement du développement économique	49
Le problème de la main-d'oeuvre qualifiée	50
Perfectionnement des instruments d'analyse	51-53
Développement régional à l'intérieur d'un pays donné	54
Transports	55-58
<u>Le marché commun</u>	59-105
Politique commerciale	62-64
Paiements	65-67
Groupe de travail du marché régional	68-71
Consultations en matière de politique commerciale	72
Intégration économique	73
Intégration industrielle	74-83
Productions complémentaires dans le domaine de l'agri- culture et de l'élevage	84-86

/Les transports

Les transports et le marché régional	87-91
Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale	92-105
Elargissement et perfectionnement du système de libre-échange	95
Développement industriel intégré	96-97
Aspects fiscaux	98
Intégration agricole	99
L'infrastructure économique	100
Aspects sociaux de l'intégration économique	101-104
Coordination statistique	105
<u>Industrie</u>	106-114
Enquêtes systématiques à court terme	107
Etudes de base	108-111
Activités de coopération dans le domaine industriel ..	112-114
<u>Ressources naturelles, y compris l'énergie et les ressources hydrauliques</u>	115-127
Energie	115-119
Ressources hydrauliques	120-127
<u>Programme conjoint CEPAL/FAO</u>	128-136
<u>Aspects sociaux du développement économique</u>	137-142
INCIDENCES FINANCIÈRES	143-147

LES BESOINS FONDAMENTAUX ET L'AIDE QUE FOURNIRA LA COMMISSION
AUX GOUVERNEMENTS POUR FAIRE FACE A CES BESOINS

1. Dès la création de la Commission, voilà plus de dix ans, il a été admis que l'Amérique latine se trouve devant la nécessité fondamentale d'accélérer son développement et de renforcer les liens économiques existant entre les différents pays qui la composent ainsi que ceux qui l'unissent avec les autres régions du monde.

Développement économique

2. Le développement économique est, en dernière analyse, une exigence sociale pressante. Le taux d'augmentation de la productivité dans les pays insuffisamment développés est notoirement bas, et bien que le revenu par habitant en Amérique latine se soit élevé depuis la deuxième guerre mondiale, il est encore bien inférieur à celui dont bénéficient les grands pays industrialisés. Le taux d'accroissement démographique en Amérique latine est l'un des plus élevés du monde. On estime qu'aux alentours de 1975 la population de l'Amérique latine atteindra 295 millions d'habitants environ, ce qui représente une augmentation d'un peu plus de 50 pour cent par rapport à la population actuelle. Sur un total de 100 millions d'habitants de plus, 30 millions environ devront trouver un emploi. Il est possible que pas plus de 5 millions de travailleurs soient nécessaires dans l'agriculture, et les 35 millions restants devront être absorbés par l'industrie, les secteurs de l'énergie et des transports et les autres services essentiels. En supposant que le niveau de vie mesuré d'après le revenu par habitant augmente à raison de 2 pour cent annuel, ce qui peut difficilement être considéré comme un taux élevé, le produit brut devra s'accroître de 150 pour cent d'ici à 1975, avec une augmentation de 90 pour cent pour la production de l'agriculture et de l'élevage, et la production industrielle devra tripler. Pour que l'accroissement du revenu par habitant atteigne 2,7 pour cent, le volume de la production industrielle devrait pratiquement quadrupler. Ces calculs préliminaires se basent sur l'hypothèse d'une augmentation modérée des exportations de l'Amérique latine vers le reste du monde. Si ces exportations augmentent à un rythme

/plus rapide

plus rapide, la production industrielle requise pour satisfaire la demande totale d'articles manufacturés pourrait atteindre un niveau un peu moins élevé, mais il serait nécessaire de toute façon d'accélérer le développement industriel. Il faudra donc élever le taux d'investissement, faire en sorte que les progrès techniques soient plus rapides et assurer une meilleure allocation et une meilleure utilisation des ressources matérielles et humaines disponibles. A cet égard, les investissements publics qui donnent son infrastructure au développement économique et la politique gouvernementale qui crée les conditions et stimulants nécessaires à la croissance d'industries dynamiques nouvelles joueront un rôle décisif car ils détermineront jusqu'à quel point ces objectifs peuvent être atteints ou même dépassés dans quelques pays.

3. Lors des premières réunions de la Commission (en 1949, 1950 et 1951), les Gouvernements avaient déjà compris la nécessité d'une politique vigoureuse de développement pour accélérer la croissance économique. Les Gouvernements fixèrent alors des normes de base pour les travaux et les activités de la Commission et de son Secrétariat. Depuis lors le programme de travail a évolué et a été considérablement élargi, mais l'idée centrale qui l'inspire est restée essentiellement la même: à savoir que la politique économique et les programmes de développement doivent se baser, pour être efficaces, sur les faits, sur une analyse systématique des économies nationales et sur une interprétation correcte du processus de croissance et de ses perspectives. Ces exigences sont communes à tous les pays d'Amérique latine, bien que le besoin de concours extérieurs pour y faire face soit beaucoup plus grand dans certains pays que dans d'autres.

4. En plus des enquêtes approfondies portant sur les faits, le Secrétariat a entrepris au cours de ses cinq premières années d'existence diverses études et activités destinées à mettre en lumière les problèmes économiques les plus fondamentaux et à analyser et interpréter le processus de croissance en Amérique latine. Parmi ces réalisations on doit mentionner les Etudes économiques de 1949 et 1951/52, le rapport sur Quelques aspects théoriques et pratiques du développement économique (1951) et l'Introduction à la

/ technique des

technique des programmes (1953). Dans l'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine en 1949 on a essayé pour la première fois d'analyser l'influence du commerce extérieur et du rapport des échanges sur le développement économique. Cette étude et d'autres études postérieures ont fait ressortir que dans la plupart des pays d'Amérique latine en cours de développement, la demande d'importation croît plus rapidement que le revenu national, tandis que les exportations tendent à croître plus lentement, ce qui crée un écart - quelquefois très important - entre les besoins d'importation et la capacité d'importation. On a aussi montré que dans la mesure où les exportations ne pouvaient être augmentées, cet écart ne pouvait être réduit que par une politique de substitution d'importations.

5. Le besoin urgent qui existe de disposer d'informations systématiques sur les différentes économies nationales est à l'origine d'une étude sur la technique des programmes dont une version préliminaire a été présentée à la cinquième session de la Commission en 1953. Cette étude contient l'exposé d'une méthode qui permet d'analyser et de projeter le développement économique d'un pays donné, de déterminer le montant des investissements nécessaires dans les différents secteurs de l'économie et de fixer l'ordre de priorité qu'il est indispensable de suivre pour accélérer le développement. Le Secrétariat a appliqué depuis lors cette méthode à une série d'études par pays.

6. En étroite liaison avec la double nécessité de fournir des données et d'effectuer des analyses qui permettent d'élaborer une politique économique et des programmes de développement, un autre besoin se fait sentir: c'est celui de préparer des économistes qui puissent remplir ces différentes tâches et de former un noyau de fonctionnaires spécialisés pour les organismes de planification. Conformément à la résolution adoptée en 1951 par la Commission lors de sa 4ème session, la réalisation d'un programme de formation d'experts en matière de développement économique a été entreprise avec le concours de l'Administration de l'assistance technique. Les résultats de ce programme se font sentir toujours davantage dans des domaines multiples; de ce fait il est possible, qu'avec le temps, le Secrétariat puisse être déchargé de la préparation d'études par pays.

/7. En

7. En outre, dans le cadre de ce programme, on a préparé un manuel de projets de développement économique destiné à servir de guide pratique, aux économistes latino-américains. Ce manuel a donné de si bons résultats qu'il conviendrait d'en préparer de semblables à l'avenir sur d'autres aspects des programmes de développement.

8. Au cours de la période de cinq ans 1953/1958, les travaux de la Commission en matière de développement économique ont connu une notable expansion. Les études les plus fondamentales faites par le Secrétariat au cours de cette période ont peut-être été celles relatives au développement économique de certains pays. Sur ce thème, dix études ont été préparées par le Secrétariat et non seulement elles ont fourni les bases nécessaires à l'élaboration d'une politique économique dans les pays intéressés, mais encore elles ont permis de mieux comprendre certains problèmes communs à toutes les républiques latino-américaines. C'est ainsi qu'elles ont montré d'une façon particulièrement claire les changements que le développement introduit dans la structure économique et qu'elles ont fixé un ordre de priorité pour les investissements sectoriels.

9. Dans ce même temps, le Secrétariat a réalisé plusieurs études concernant des industries déterminées et il a abordé l'examen des problèmes de transport ainsi que de ceux qui se posent en matière de production et d'utilisation de l'énergie électrique. Bien que toutes ces études portent principalement sur un secteur ou une branche particulière de l'économie, leur orientation reste fonction des exigences du développement global. Parmi les thèmes étudiés figurent les industries de production et de transformation du fer et de l'acier, les industries du papier et de la cellulose, des textiles et des produits chimiques. Les études relatives aux industries du fer et de l'acier et à celles du papier et de la cellulose ont été présentées à des réunions auxquelles assistaient des spécialistes hautement qualifiés, non seulement de l'Amérique latine, mais aussi de l'Europe, du Canada, et des Etats-Unis.

10. Dans ces études on met en lumière quelques uns des problèmes auxquels doit faire face l'industrie en Amérique latine, en particulier la position concurrentielle difficile de cette industrie vis-à-vis des importations, sa

/dépendance à

dépendance à l'égard des matières premières importées, la pénurie de personnel qualifié et de services, le manque de formation professionnelle dont elle souffre, l'absence d'études systématiques sur les marchés potentiels et les difficultés que l'organisation industrielle rencontre pour s'adapter sur le plan technique, à des machines et à du matériel conçus pour des pays qui ont atteint un stade d'industrialisation plus avancé. On a pu constater que ces pays produisent déjà la plus grande partie de leurs biens de consommation et qu'ils abordent maintenant le stade plus complexe de la fabrication des biens de consommation durables, des biens d'équipement et des produits intermédiaires.

11. En étroite collaboration avec la FAO, la Commission s'est constamment préoccupée des problèmes de l'essor et de la modernisation des techniques de production dans l'agriculture et l'élevage, car la solution de ce problème constitue une des conditions fondamentales du développement économique général. Le secteur agricole a été analysé à fond dans chacune des études par pays et chaque année, l'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine examine les tendances de la production. Un groupe mixte CEPAL/FAO a réalisé, au sein du Secrétariat, plusieurs études spéciales sur certains aspects et sur certains problèmes de l'agriculture. Les travaux de ce groupe n'ont cessé de s'étendre, et, comme on le verra plus loin, lors de l'examen du futur programme de travail, le groupe projette d'examiner de façon plus approfondie certaines questions techniques et certains problèmes de structure dans l'agriculture.

12. Le facteur humain n'a pas été négligé dans les études de développement. Des travaux ont été effectués sur les problèmes de main d'oeuvre, qui portent sur l'augmentation de l'offre de travail, la structure de l'emploi et les changements dans cette structure, la productivité du travail et les problèmes de la main d'oeuvre qualifiée, et enfin, sur les problèmes urbains et les aspects sociaux du développement économique.

Commerce et développement économique

13. Le rôle du commerce et celui que peut jouer la politique de substitution d'importation dans le processus de développement économique ont déjà été mentionnés. Le Secrétariat a étudié de façon régulière les tendances et les problèmes du commerce, et il a publié une bonne part des résultats de ces recherches dans les Etudes économiques annuelles. Ces recherches ont couvert les sujets suivants: les fluctuations du rapport des échanges et leur effets sur le développement économique; la demande des produits latino-américains d'exportation dans les pays industrialisés et les besoins d'importation des économies latino-américaines en voie de développement; la nécessité d'accroître les exportations pour satisfaire la demande croissante d'articles de consommation essentiels, de biens de production et de produits intermédiaires importés; les effets de l'industrialisation sur la composition des importations et la vulnérabilité externe des pays d'Amérique latine; répercussions probables de la création d'un marché commun européen sur les exportations latino-américaines; enfin, le solde des transactions commerciales extérieures portant sur les denrées alimentaires et sur les autres produits agricoles, dans chaque pays d'Amérique latine.

14. Néanmoins, la préoccupation principale de la Commission dans le domaine commercial a été de stimuler les échanges et les relations économiques intra-latino-américaines. Les pays latino-américains possèdent un héritage culturel commun et, dans une certaine mesure, la même expérience historique, ce qui semble donner à cette région un degré d'homogénéité peut-être plus élevé que partout ailleurs. Cependant, les relations économiques entre ces pays ont été jusqu'à maintenant limitées. En réalité avant la création, en 1948, de la Commission économique pour l'Amérique latine et du Conseil économique et social interaméricain, aucun effort sérieux et durable n'avait été fait pour établir un programme de coopération en matière de commerce et de développement économique. Les deux organismes qui viennent d'être mentionnés ont coordonné leurs activités et les deux secrétariats ont maintenu entre eux d'étroites liaisons afin d'éviter une duplication de leurs efforts et d'assurer une coopération mutuelle pour les problèmes communs.

/15. En

15. En vertu d'une résolution adoptée par l'Organisation des Etats américains au cours de la 10ème Conférence interaméricaine réunie à Caracas au début de 1954, le Secrétariat de la CEPAL et le CIES ont préparé de concert la Réunion de Ministres des Finances et d'Economie, tenue à Rio de Janeiro en novembre 1954, et ont participé conjointement à ses travaux. Le Secrétariat de la CEPAL a bénéficié du concours de six personnalités latino-américaines pour préparer un rapport intitulé: La coopération internationale dans la politique de développement de l'Amérique latine dans lequel on analyse les besoins qui dans les domaines financiers et techniques découlent des programmes de développement économique en Amérique latine et dans lequel on définit aussi un ensemble de politiques et de mesures internationales destinées à accroître le commerce et à accélérer le développement économique de la région. Ce rapport dont la préparation fut approuvée par le Comité plénier de la CEPAL repose pour une très large part sur les études qu'a effectuées la Commission depuis sa création ainsi que sur son expérience et sur les conclusions auxquelles elle a abouti. Il a été présenté à la réunion de Rio de Janeiro. Le groupe de six personnalités latino-américaines a présenté sous sa propre responsabilité, plusieurs recommandations concrètes pour atteindre les objectifs et mener à bien les politiques en question. Il a recommandé, entre autres, un nouvel examen des problèmes de réciprocité commerciale et de protection douanière afin de stimuler l'industrialisation; il a proposé que soit menée une action concertée afin d'atténuer la vulnérabilité, économique extérieure des pays d'Amérique du Sud, et il a suggéré l'utilisation de certaines méthodes pour la révision périodique et plus systématique des politiques de développement économique et pour l'application des mesures de coopération internationale entre les pays d'Amérique latine; il a signalé la nécessité de fixer certains objectifs aux investissements étrangers et il a recommandé la création d'un fonds interaméricain de développement industriel, agricole et minier, création qui, depuis de nombreuses années, est réclamée par les pays d'Amérique du Sud. La réunion de Rio de Janeiro a désigné un comité d'experts qui doit étudier le problème de la création de ce fonds interaméricain et présenter les recommandations pertinentes au CIES et aux

Etats américains. Le Secrétariat de la CEPAL a participé en qualité d'assesseur, aux délibérations de ce Comité. Bien que les Gouvernements n'aient pas pris de décision au sujet des propositions qu'il a présentées, l'idée de créer ce Fonds et d'en faire une sorte d'institution bancaire vient de recouvrer son ancienne vigueur et elle est examinée attentivement par "le Comité des Vingt-et-un", récemment institué dans le cadre de l'Organisation des Etats américains.

16. Une des principales raisons de l'absence d'une politique internationale générale de commerce et de développement, et d'une coopération économique entre les pays d'Amérique latine, est que jusqu'à la seconde guerre mondiale les structures de production de ces pays n'étaient que peu complémentaires et que leurs économies s'orientaient essentiellement vers la production de matières premières destinées à être exportées vers d'autres régions. Les événements d'après-guerre et l'apparition de nouvelles lignes de production contribuèrent à accentuer les changements déjà en cours dans la structure de leurs économies et à créer pour ces pays de nouvelles possibilités d'intensifier leurs échanges commerciaux réciproques. En même temps, ces mêmes pays ont compris de mieux en mieux que l'étroitesse de leurs marchés nationaux limitait le nombre de substitutions d'importations économiquement viables en l'absence de "l'effet de dimension" que crée l'existence de grands marchés.

17. L'un des premiers efforts réalisés par l'entremise de la Commission pour que se développent de façon complémentaire différentes économies nationales, a été fait en Amérique centrale. Dès 1951 la Commission, suivant le désir exprimé par les Gouvernements centro-américains, prit les premières mesures en vue de l'intégration économique de ces Républiques et elle demanda au Secrétariat d'étudier les moyens permettant d'atteindre ce but.

18. En 1952, les Ministres de l'économie des Républiques de l'Amérique centrale se réunirent à Tegucigalpa, afin d'examiner les possibilités d'intégration économique de cette région sur la base de la documentation réunie par le Secrétariat. Ils décidèrent, alors, de créer un comité permanent, le Comité de Coopération économique de l'Amérique centrale, auquel la République de Panama est invitée à adhérer à tout moment.

19. Ce comité, qui fut le premier organe subsidiaire de la CEPAL, possède les principales fonctions suivantes: il donne des conseils aux gouvernements sur les mesures conduisant à l'intégration graduelle et progressive des économies de l'Amérique centrale et à la coordination des programmes nationaux de développement économique; il indique les enquêtes et les études qui devront être entreprises dans le cadre du programme d'intégration; il coordonne, dirige et canalise l'assistance technique reçue au titre du programme. Le Comité a été aidé dans sa tâche par l'Administration de l'Assistance technique des Nations Unies et par les institutions spécialisées. Un groupe de travail mixte, composé de représentants du BAT, de la CEPAL, de la FAO, de l'AAT, de l'OIT et de l'UNESCO a donné des conseils au Comité au sujet de la présentation de demandes d'assistance technique et a suggéré les études qui devaient être entreprises dans le cadre d'un programme cohérent.

20. Les buts fondamentaux du programme d'intégration économique qui ont été fixés lors des cinq réunions du Comité, sont de créer un ensemble de conditions qui permettent à l'Amérique centrale de bénéficier d'un développement économique plus vigoureux et de consolider et de diversifier les bases à partir desquelles pourra être amélioré le niveau de vie des habitants de la région. Les objectifs intermédiaires à atteindre pour assurer ces fins dernières sont: a) la création d'un marché commun; b) le développement industriel intégré de la région, et c) la coordination de l'économie agricole de la région et des autres secteurs de base.

21. L'intégration économique de l'Amérique centrale est un moyen d'éluder les limites imposées au développement économique par l'étroitesse des cinq marchés nationaux. Elle permettra d'établir quelques types d'industries qui, pour être de dimension économique, doivent avoir des débouchés plus importants que ceux offerts par l'un quelconque des pays considérés pris isolément. En outre, l'union des cinq marchés doit permettre de dresser progressivement des plans généraux de développement qui assurent un meilleur usage des ressources naturelles de la main d'oeuvre et des capitaux disponibles. Afin de faciliter la poursuite de ces objectifs généraux, on a dû étudier les possibilités de développement des secteurs économiques de base - transports, communications,

/énergie électrique

énergie électrique, etc. - du point de vue régional, et effectuer des enquêtes sur les ressources naturelles, la main d'oeuvre, le commerce, l'industrialisation et l'expansion de l'agriculture à l'échelle de l'Amérique centrale. On a abordé aussi l'examen de quelques aspects sociaux du développement économique de la région.

22. Du fait de leur dimension et de leur niveaux de développement à peu près similaires, les pays de l'Amérique centrale semblent être placés de toute évidence devant la nécessité d'intégrer leurs économies et il n'est pas moins certain qu'ils retireront de grands avantages de cette intégration. Bien que les problèmes pratiques qui devront être résolus lors de la création d'un marché régional pour tous les pays latino-américains soient beaucoup plus complexes, en raison surtout des grandes différences dans leurs niveaux de développement, dans les dimensions de leurs marchés intérieurs, et du fait aussi de la diversité des intérêts nationaux respectifs, la nécessité de ce marché régional est à long terme aussi impérieuse. Il faudra seulement laisser une plus grande marge de manœuvre à chaque pays de façon à ce qu'il puisse défendre ses intérêts et adapter la structure de sa production et de ses échanges à celle du marché régional.

23. Il est significatif d'observer que lorsqu'elle a procédé à la création du Comité de Coopération économique de l'Amérique centrale, la Commission a demandé aussi au Secrétariat de faire une étude complète des problèmes du commerce intra-latinoaméricain, ainsi que des obstacles qu'il rencontre et des mesures qu'il faudrait prendre pour le développer. Le premier rapport du Secrétariat à ce sujet s'appliquerait exclusivement aux pays méridionaux de l'Amérique du Sud, et a été soumis à la Commission lors de sa cinquième session en 1953. Les recherches du Secrétariat furent étendues ensuite à toute l'Amérique latine, et elles ont porté sur le problème des paiements interlatinoaméricains aussi bien que sur celui du commerce. Sur la base de cette étude, la Commission a procédé à une discussion complète des questions commerciales au cours de sa 7ème session à Bogota en 1955 et elle a décidé de créer un Comité du commerce. Elle a demandé à ce Comité d'accorder une attention toute spéciale à la nécessité d'accroître les échanges entre les pays latinoaméricains. Le Comité du Commerce a tenu sa première réunion en novembre 1956, et il a abouti à un accord de principe sur l'opportunité d'établir un marché régional. Le Comité a chargé le Secrétariat de constituer deux groupes d'experts pour étudier respectivement la structure probable d'un marché régional, et la possibilité d'établir en Amérique latine un système de paiement multilatéral.

24. Les sessions et les rapports de ces groupes de travail sont examinés plus loin en relation avec le futur programme de travail de la Commission, mais il convient de souligner ici le fait que la Commission a donné la plus haute priorité au travail se rapportant à la création graduelle d'un marché commun.

PERSPECTIVES DE 1959 A 1964

25. Comme il a été indiqué plus haut, le programme de travail de la Commission a évolué graduellement. La Commission s'est consacré principalement, d'abord, à des recherches et à des analyses fondamentales sur le développement économique et les problèmes qu'il pose, dans des pays pris isolément ainsi que dans l'ensemble de l'Amérique latine. Puis, peu à peu, elle est devenue un instrument d'action pratique au service des Etats Membres. Ceci ne signifie pas que la réunion systématique de données statistiques et d'autres informations et l'analyse des problèmes fondamentaux soient des tâches moins importantes qu'auparavant, mais que les nécessités pratiques obligent la Commission à élargir le champ de ses activités. Par conséquent, en évaluant le programme des cinq prochaines années, il faut se rappeler que, quoique le but et l'objectif général de la Commission soient de donner une aide aux Etats Membres en matière de développement économique et de coopération internationale, elle ne peut poursuivre ses activités sans se baser sur la recherche et l'analyse économiques.

26. Le programme est présenté sous les titres suivants:

- Tendances économiques actuelles
- Accélération du développement économique
- Marché commun
- Industrie
- Programme conjoint CEPAL/FAO
- Ressources naturelles, , compris l'eau et l'énergie
- Aspects sociaux du développement économique.

Tendances économiques actuelles

Etude économique

27. Peu à peu la préparation de l'Etude Economique annuelle est devenue l'une des tâches principales de la Commission, tâche dont les Etats membres ont souligné de plus en plus l'importance au cours des sessions successives de la Commission.

/28. Les premiers

28. Les premiers volumes de l'Etude s'attachent surtout à la compilation des données relatives aux tendances économiques qui prévalent en Amérique Latine et de l'influence de celles-ci et des événements extérieurs sur les économies de la région. Il semble que le moment soit venu de développer une perspective historique plus ample, et les recherches que l'on a entreprises pour répondre à cette préoccupation sont appelées à donner de bons résultats, car la CEPAL a déjà réuni une immense quantité de matériel concernant les tendances économiques prédominantes qui se manifestent dans la majorité des principaux pays. En outre, le problème du rythme du développement économique acquiert toujours plus d'importance. On estime que dans les cinq prochaines années l'Etude (ainsi que le Bulletin) continuera à présenter une analyse des événements récents, mais celle-ci occupera une place relative bien moindre qu'auparavant, peut-être un tiers du texte total. On prévoit, par conséquent, que le contenu des futures Etudes annuelles pourrait être le suivant:

- i) Une brève analyse et une interprétation générale des événements qui se sont produits en Amérique latine au cours de l'année envisagée.
- ii) Des chapitres spéciaux qui traiteraient, par exemple, de l'inflation, de la politique anti-inflationniste, des taux de croissance économique et de leur influence à long terme, des problèmes de l'industrialisation, etc..., soit, en d'autres termes, des aspects spéciaux de la politique de développement économique.
- iii) Des analyses systématiques présentées tous les trois ans ou plus et portant sur un des secteurs de l'activité économique: agriculture, industrie, transports, mines, énergie, etc.

29. Sous réserve des exigences imposées par des circonstances variables et par les demandes que présentera éventuellement la Commission, on espère pouvoir traiter les sujets suivants dans les études spéciales des prochaines années:

- 1) Cours et causes de l'inflation en Amérique latine. Ce problème se pose de façon permanente et requiert une solution urgente dans de nombreux pays de l'Amérique latine. On recherchera jusqu'à quel point la stagnation des exportations a aggravé la situation de quelques pays en créant une

/pénurie de

pénurie de produits d'importation essentiels. On essaiera de montrer dans quelles conditions les prix peuvent être stabilisés (ou n'augmenter que lentement) au cours d'une période de développement économique. Dans ce but on examinera les conséquences qu'ont en Amérique latine l'excès de la demande totale, certains goulots d'étranglement et les augmentations de salaires. On accordera une attention toute spéciale à l'influence des différents systèmes bancaires, à la politique monétaire et aux régimes des changes.

2) Comparaison des taux de croissance : On a démontré dans le passé et l'on démontre encore un intérêt soutenu pour le rythme de développement des pays latino-américains. Dans une étude spéciale sur ce sujet on comparera les taux de croissance des différents pays de l'Amérique latine et l'on essaiera d'établir quelles conséquences ils ont eues. On rapprochera cet examen d'études analogues relatives au développement d'autres régions développées ou non. L'étude commencera par un examen des tendances démographiques, et une distinction sera établie entre l'augmentation du revenu total et celle du revenu par habitant, en faisant, s'il y a lieu, une évaluation des effets de l'immigration. On pourrait procéder ensuite à l'étude de la structure économique, en utilisant des séries de production industrielle et agricole. Puis un examen serait fait des rapports entre le développement et les fluctuations de la valeur totale des exportations sur la base des changements survenus dans la demande mondiale des produits primaires et du rôle joué par l'Amérique latine dans la satisfaction de cette demande. Enfin, l'étude analyserait les rapports existant entre investissement et développement, en essayant d'indiquer comment et dans quelle mesure ces deux phénomènes économiques agissent l'un sur l'autre.

3) Portée et effets de l'industrialisation. (Voir la section relative à l'industrie.)

4) Aspects agricoles du développement. (Cette étude sera réalisée dans le cadre du programme conjoint CEPAL/FAO.)

Bulletin économique

30. Il y a longtemps que la Commission ressentait le besoin d'une publication dans laquelle elle pourrait présenter des rapports périodiques sur ses travaux de caractère pratique en cours de réalisation, ainsi que sur

/les recherches

les recherches théoriques de base dont elle est chargée et auxquelles participent parfois d'éminents experts venus du dehors. Pour répondre à ce besoin, le Secrétariat avait préparé un numéro spécial du Bulletin pour la sixième session (1955) et depuis lors ce Bulletin a été publié régulièrement deux fois par an. Comme il est destiné en partie à combler le vide qui existait entre deux publications successives de l'Etude Economique annuelle, chacun de ses numéros contient un ou plusieurs articles sur les événements économiques récents. On a publié en outre dans ce Bulletin des articles sur les marchés de produits primaires (café, viande et bananes); les problèmes économiques de certains pays; les aspects théoriques de la technique de programmation (par exemple le modèle "input-output" et certains problèmes présentant un intérêt pratique pour l'Amérique latine, tels que les échanges commerciaux avec les pays du marché commun européen, les besoins d'énergie, la clause d'indexation dans les contrats de paiements différés, les importations de produits latino-américains effectuées par les Etats-Unis.

31. Le supplément statistique qui a commencé à être publié à la fin de 1958 constituera dorénavant une section permanente du Bulletin et on espère qu'il répondra à un véritable besoin en Amérique latine. Outre des commentaires sur les événements récents, le Bulletin continuera à publier des articles spéciaux sur la méthodologie, articles qui seront écrits parfois par des économistes n'appartenant pas à la CEPAL. Des articles sur des problèmes d'actualité apparaîtront également dans le Bulletin.

Statistiques

32. Les travaux statistiques étaient orientés auparavant vers les fins suivantes: a) obtenir le matériel dont on avait particulièrement besoin pour certaines études économiques, et b) établir et maintenir des séries permanentes qui puissent être utilisées pour de futurs travaux.

33. La quantité de données réunies de façon permanente a atteint déjà des proportions importantes, ce qui a rendu moins nécessaire l'élaboration de statistiques spécifiques. Cette accumulation de séries permanentes a permis en outre de préparer le supplément statistique, inclus maintenant dans le Bulletin. On dispose actuellement de séries statistiques sur le revenu national, la production - agriculture, industrie, mines et énergie -, le commerce, les finances, ainsi que de séries diverses intéressant la

main-d'oeuvre, la population, les salaires et le niveau de vie. A partir de ces différentes données et de la combinaison des séries mentionnées ci-dessus, on a obtenu des informations additionnelles sur la production par habitant, le rapport produit/capital, etc...

34. Malgré les résultats obtenus il reste encore beaucoup à faire pour améliorer les séries relatives à l'ensemble de l'Amérique latine et renforcer la base statistique des travaux de la CEPAL. Un programme a été préparé, ayant pour objet:

a) d'élaborer et d'assurer la continuité des séries qui groupent des statistiques nationales et régionales et portent sur les principaux domaines d'activité, de vérifier si ces séries sont dignes de foi (spécialement si elles sont de première main) et d'orienter les économistes quant à la meilleure façon de les utiliser,

b) de stimuler, en coopération avec le Bureau des Statistiques des Nations Unies, l'Institut Interaméricain de Statistique et d'autres organismes internationaux intéressés, l'activité des organismes statistiques nationaux, en vue d'améliorer les résultats de leur travail et d'obtenir une plus grande uniformité de méthode et de présentation.

35. Ce programme doit être réalisé de toute urgence afin que les gouvernements et les économistes de la CEPAL puissent compter sur un service de statistique le meilleur possible et qui fournisse une base solide à leurs analyses.

36. On forme le projet d'accroître l'importance du supplément statistique qui est publié dans le Bulletin et d'ajouter une annexe statistique à l'Etude Economique annuelle. Il existe également un projet à plus long terme qui prévoit la préparation d'un compendium de statistiques de l'Amérique latine.

37. Parmi les travaux que l'on espère mener à bien dans un proche avenir figurent la préparation d'un manuel qui serve de guide aux économistes dans l'utilisation des statistiques et le calcul des parités de pouvoir d'achat qui permettra d'effectuer des comparaisons internationales et sera basé sur les résultats des enquêtes relatives aux niveaux des prix que l'on mène dans les différents pays. En ce qui concerne le revenu national, on a l'intention de développer les séries en utilisant davantage les données en prix courants. Quant au commerce extérieur on espère tabuler une plus grande quantité

/d'informations par

d'informations par des moyens mécanographiques afin de pouvoir englober - au minimum - les valeurs et les quantités des exportations de tous les produits principaux, tout en faisant une discrimination entre les exportations destinées à l'Amérique latine et celles dirigées vers les autres régions du monde. Pour ce qui est de l'agriculture, on doit mentionner le travail projeté de concert par la CEPAL et la FAO en vue d'uniformiser les méthodes de préparation des séries de production relatives à l'Amérique latine. En ce qui concerne l'industrie, on a l'intention de continuer à coopérer avec les bureaux nationaux de statistiques afin de pouvoir construire de meilleurs indices pour les pays où les données sont pour l'instant très insuffisantes ou inexistantes.

38. Cependant, ces améliorations des instruments statistiques, si essentielles à une bonne analyse économique, ne pourront être réalisées si l'on ne développe pas de façon adéquate les services statistiques de la CEPAL. Jusqu'à présent, le nombre de statisticiens et de calculateurs n'a pas augmenté proportionnellement au nombre d'économistes qui utilisent leurs données. L'absence de statisticiens expérimentés pour analyser les problèmes qui se posent dans certains domaines a été également préjudiciable. Il faudra porter remède à cette situation et, quel que soit le programme de travail adopté, une augmentation du nombre de statisticiens est indispensable. C'est seulement de cette manière qu'un sérieux goulot d'étranglement pourra être évité et que la CEPAL sera en condition de fournir aux économistes les données quantitatives et qualitatives dont ils ont besoin pour leur travail.

Accélération du développement économique

39. Pour diverses raisons - principalement du fait de l'hétérogénéité des conditions économiques fondamentales - il faudra poursuivre les études par pays, mais si l'on s'en tient aux critères appliqués jusqu'à présent, des ressources bien supérieures à celles dont le Secrétariat dispose sont nécessaires. La concentration des efforts sur des problèmes de diagnostic et une meilleure coopération avec les organismes nationaux, comme ce fut le cas à Costa-Rica et à Panama, permettront peut-être de réduire les besoins de personnel pour ces études à trois ou quatre fonctionnaires par an et par pays.

/40. En outre,

40. En outre, dans les cinq prochaines années il faudra accorder une importance de plus en plus grande dans les travaux de la CEPAL à l'assistance directe qui sera fournie aux Gouvernements pour leur permettre de définir leur politique de développement. Les Gouvernements sollicitent déjà l'aide de la Commission dans quatre domaines différents: a) création d'organismes de planification; b) méthodes de prévision et de calcul des besoins d'investissements; c) établissement d'un ordre de priorité pour les investissements publics; et d) exécution des programmes de développement.

41. L'une des modalités de l'assistance ainsi requise consiste à créer des groupes de travail mixtes composés de personnel de la CEPAL et du personnel qui sera fourni par les Gouvernements intéressés et à recourir à l'aide et aux ressources du Programme d'Assistance Technique des Nations Unies.

42. A ce sujet, le Programme CEPAL/AAT de formation en matière de développement économique revêt chaque fois plus d'importance, car les gouvernements se rendent compte que pour créer des organismes de planification - en particulier pour la préparation du budget - il est essentiel de disposer d'un personnel technique spécialisé, capable de réunir les informations nécessaires et d'effectuer des études susceptibles de servir de base à une politique de développement. Pour cette raison, les gouvernements latino-américains montrent un intérêt croissant pour les cours spéciaux de formation intensive, auxquels assistent 70 à 100 étudiants, parmi lesquels on compte de hauts fonctionnaires de l'administration publique, des dirigeants de la banque, des professeurs et des ingénieurs. Six cours spéciaux ont déjà eu lieu: en Argentine (1), au Brésil (3), en Colombie (1) et au Venezuela (1) et pour 1959 quatre pays, l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Pérou ont demandé de bénéficier à nouveau de ces cours. On peut certainement supposer que cet enseignement devra être développé durant les cinq prochaines années et étendu à d'autres pays.

43. Le programme régulier de formation, les cours spéciaux et les études sur le développement économique effectuées par le Secrétariat, fournissent aux pays quelques-uns des instruments pratiques dont ils ont besoin pour résoudre leurs propres problèmes. De cette façon, en outre, le Secrétariat aura besoin de moins de ressources qu'actuellement pour les études par pays.

/Il en

Il en a été ainsi pour les études sur le développement économique de l'Amérique centrale. En effet, dans quelques-uns des pays intéressés, les organismes gouvernementaux et les universités effectuent eux-mêmes les études nécessaires en collaboration avec le personnel de la Commission.

44. Etant donné l'importance que revêt pour l'Amérique latine l'amélioration de l'enseignement économique, le Secrétariat se propose d'effectuer en 1959-60, en collaboration avec l'UNESCO, des recherches sur les systèmes d'enseignement et de formation. Un petit groupe, dirigé par une personnalité distinguée des milieux universitaires, sera chargé par l'UNESCO de réaliser un examen général des méthodes d'enseignement universitaire dans quatre ou cinq pays d'Amérique latine.

45. Les problèmes qu'ont fait ressortir les travaux réalisés par le Secrétariat au cours des dix dernières années indiquent clairement que les activités de la CEPAL en matière de développement économique devront comprendre au moins dans les cinq prochaines années les thèmes suivants: a) préparation de programmes de développement à moyen et à long terme; b) analyse de la politique économique; c) intégration économique (voir le chapitre concernant le marché commun); d) financement du développement économique; e) main-d'oeuvre qualifiée; f) perfectionnement des instruments d'analyse; g) développement régional à l'intérieur d'un pays; et h) transports.

Elaboration de programmes de développement à moyen et à long terme

46. Les études de la CEPAL sur le développement économique de différents pays ont contenu, jusqu'à présent, les précisions nécessaires pour l'élaboration de programmes de développement. Cependant, cette méthode exige beaucoup de temps et, en outre, les prévisions devraient être révisées annuellement pour pouvoir être utilisables - tâche que seuls les pays eux-mêmes peuvent entreprendre. C'est pourquoi la CEPAL doit s'efforcer plutôt maintenant, d'aider les Gouvernements à créer leurs propres instruments de programmation. Si le Secrétariat dispose d'une équipe de quatre ou cinq experts, il pourra annuellement effectuer ce travail dans deux pays. Ces experts identifieraient les principaux problèmes de développement du pays respectif et, avec l'aide du personnel détaché par ce pays, ils élaboreraient les méthodes permettant d'analyser ces problèmes et de les résoudre. Le Secrétariat contribuerait à la création d'organismes de recherche et

/d'exécution qui

d'exécution qui doivent participer à la préparation et à la réalisation du programme et aiderait à la formation professionnelle du personnel nécessaire pour la programmation du développement et l'élaboration des projets spécifiques.

Analyse de la politique économique

47. Bien que la CEPAL ait perfectionné continuellement les méthodes utilisées pour mesurer quantitativement des objectifs de production réalistes, les recherches relatives aux moyens requis pour atteindre de tels objectifs ont été retardées par suite du manque de ressources. Il est nécessaire en particulier de définir une méthodologie permettant d'évaluer la politique suivie dans certains cas concrets. Par exemple, bien que la politique fiscale remplisse en Amérique latine une fonction extrêmement importante, tant du point de vue du développement, que de celui de la stabilité monétaire, on ne sait toujours pas de quelle façon elle agit sur l'économie et si le bilan de son action est positif ou négatif. On prépare actuellement une étude sur la politique fiscale au Chili en vue du cycle d'études organisé conjointement par la Subdivision Fiscale et Financière du Siège central et le Programme Élargi d'Assistance Technique des Nations Unies et qui doit avoir lieu au cours du premier semestre de 1959. Ce cycle d'études portera sur les problèmes d'administration et de classification en matière budgétaire. A titre de comparaison on devrait analyser d'autres expériences que celle du Chili.

48. En outre, il est devenu urgent d'étudier le processus d'élaboration de la politique officielle, qui accuse de sérieuses déficiences dans les pays de l'Amérique latine. Il faudra examiner de quelle façon les objectifs sont fixés, de quel genre d'informations disposent les gouvernements et comment ils les utilisent lorsqu'ils choisissent les buts et les instruments de leur politique. Cet examen devra porter aussi sur les méthodes de coordination employées, ainsi que sur les procédures qui permettent d'évaluer les résultats de cette politique.

Financement du développement économique

49. Il est nécessaire d'étudier les méthodes auxquelles on recourt en Amérique latine pour financer le développement économique. Dans la plupart des pays de cette région une comptabilité d'ensemble des transactions de

/capital fait

capital fait défaut, de telle sorte que l'on ne sait pas dans quelle mesure les investissements sont financés par les bénéfices non distribués et par l'épargne individuelle. On a moins de données encore sur les transferts d'épargne d'un secteur à l'autre et sur les conditions dans lesquelles ils s'effectuent. Il est indispensable de posséder ces renseignements avant de pouvoir fixer les principes généraux d'orientation grâce auxquels pourrait être assuré un financement moins inflationniste des investissements.

Le problème de la main-d'oeuvre qualifiée

50. Quelques progrès ont déjà été réalisés en ce qui concerne les problèmes de la main-d'oeuvre. Mais il convient de compléter et d'approfondir rapidement l'étude portant sur les besoins et les ressources de main-d'oeuvre qualifiée, car la pénurie de cette catégorie de main-d'oeuvre constitue l'un des obstacles les plus sérieux auquel se heurtent presque tous les pays de l'Amérique latine. Cette étude pourrait être entreprise avec la coopération d'autres organismes internationaux.

Perfectionnement des instruments d'analyse

51. Il serait de grande utilité, à la fois dans un but scientifique et pratique, de pouvoir généraliser les leçons qui découlent de l'expérience des pays d'Amérique latine en matière de développement. Il serait particulièrement profitable d'évaluer séparément l'influence des éléments communs aux différents pays et celle des conditions particulières qui sont décrites dans les études effectuées jusqu'à présent.

52. En outre, l'expérience de la CEPAL a démontré que les techniques actuelles de programmation peuvent être considérablement améliorées et qu'il faut étudier les conditions dans lesquelles elles peuvent être appliquées à des projets spécifiques. D'autre part, il existe des méthodes plus modernes, telle que la programmation linéaire, que l'on doit tenter d'appliquer dans la pratique. Il serait très intéressant d'organiser une réunion qui bénéficierait de la participation de techniciens appartenant par exemple à des institutions de développement et d'experts possédant une grande expérience en matière de programmation globale, afin de comparer leur expérience et celle de la CEPAL.

/53. Enfin

53. Enfin, bien que le budget fiscal soit par définition un instrument de programmation, les techniques budgétaires employées actuellement en Amérique latine sont très insuffisantes pour des raisons institutionnelles et techniques, et en particulier en ce qui concerne le calcul et la présentation d'estimations, la fixation d'un ordre de priorité et les moyens d'information économique. Un effort considérable doit être fait pour combler ces lacunes et fournir une assistance technique aux gouvernements afin que ceux-ci puissent améliorer leurs méthodes de préparation du budget. Des progrès seront réalisés dans ce sens grâce au cycle d'études budgétaires mentionné ci-dessus.

Développement régional à l'intérieur d'un pays donné

54. Pour des raisons historiques et géographiques, il existe dans presque tous les pays d'Amérique latine de grandes différences de niveau de vie entre les régions composant le territoire national. Ce problème de développement équilibré n'a pas reçu jusqu'à ce jour l'attention qu'il mérite, bien qu'il constitue un objet de préoccupation pour de nombreux pays. Les études de la CEPAL pourraient indiquer les moyens par lesquels ces différences de revenu par habitant entre les régions d'un même pays pourraient être atténuées. En outre de telles études permettront de dégager les problèmes que pourrait poser un processus ayant pour objet d'assurer une meilleure intégration nationale. Comme l'expérience de la CEPAL à cet égard est pour l'instant limitée, on peut espérer beaucoup de la réalisation progressive d'études dans ce domaine et sans doute des recherches spéciales seront nécessaires pour élucider les problèmes de méthodologie qui se poseront.

Transports

55. Très tôt, les études du Secrétariat sur le développement économique et le commerce international ont montré qu'il existait de sévères déficiences dans un secteur aussi fondamental que celui des transports. Ces déficiences constituaient un obstacle au développement des économies nationales et du commerce entre les pays d'Amérique latine.

/56. En plus

56. En plus des études liées directement au projet du marché régional dont on trouvera une description dans le paragraphe pertinent de ce rapport, la Section des Transports a réalisé, chaque fois que cela s'est avéré possible, des recherches et des travaux qui sont devenus partie intégrante des études relatives au développement économique de certains pays. Dans le cas particulier de l'Argentine, le secteur des transports a fait l'objet d'une étude et d'une analyse très détaillées. Il en a été de même en ce qui concerne les besoins de matériel et de financement qu'il faudra satisfaire pour renforcer et moderniser ce secteur qui présente une importance fondamentale pour le développement économique. En outre, une étroite collaboration s'est établie entre les fonctionnaires de la CEPAL et les experts en matière ferroviaire que l'AAT a envoyés en Argentine, et les rapports de ces derniers ont fait l'objet de nombreuses observations.

57. Comme suite logique de ses activités antérieures, la section des transports liera de plus en plus étroitement, désormais, ses efforts à ceux réalisés par la Commission pour assurer le développement économique de l'Amérique latine et la création d'un marché commun. Les études relatives aux transports tendront principalement à préciser les mesures pratiques qui devront être prises pour atteindre ces deux objectifs primordiaux.

58. Néanmoins, dans les cinq prochaines années, on devra intensifier l'aide prêtée aux gouvernements en matière de transports et développer les études relatives aux obstacles qu'un système inadéquat de transports et de communications oppose au développement économique. Dans ce but, des ressources bien plus importantes que celles dont on dispose actuellement sont indispensables.

Le marché commun

59. Quelles que soient les mesures qu'adopteront les gouvernements intéressés pour mener à bien le programme d'établissement progressif d'un marché commun latino-américain, il est évident que les cinq prochaines années constitueront une importante période de transition et que le Secrétariat devra, non seulement préparer les études techniques nécessaires sur les différents aspects du marché commun, mais aussi jouer le rôle de /conseiller auprès

conseiller auprès des gouvernements et contribuer à ce que soient prises les mesures de caractère intergouvernemental nécessaires pour atteindre cet objectif.

60. S'ils désirent suivre effectivement la nouvelle orientation imposée à la politique commerciale par le développement économique et les conditions économiques internationales, les pays de l'Amérique latine devront procéder à une refonte générale et cohérente des divers instruments de cette politique: tarifs douaniers; systèmes de réglementation administrative, quantitative, financière, en matière de change et de commerce extérieur, régime des paiements internationaux et traités de commerce. La plupart des pays ne disposent pas d'un nombre de spécialistes qui leur permette de relever certains de ces derniers de leurs tâches courantes et quotidiennes pour les charger de la direction et de l'exécution de travaux complexes à l'échelon international. Pour cette raison, les Etats membres de la Commission se sont adressés précédemment au Secrétariat pour obtenir une aide qui leur permette de résoudre des problèmes techniques et d'effectuer les études que requiert l'élaboration des accords internationaux et d'une politique commune. Le Secrétariat a également prêté ses services à divers comités et groupes de travail chargés de mettre en oeuvre des décisions gouvernementales.

61. Bien que l'on dispose de ressources limitées pour ce travail, le Secrétariat a pu jusqu'à présent participer activement aux travaux préliminaires ayant pour but de refondre les différents instruments et mécanismes de la politique commerciale. Mais le groupe de spécialistes qui, au Secrétariat, travaille dans ce domaine, est en réalité restreint. Il serait absolument nécessaire de le renforcer, si l'on désire qu'il poursuive au cours des prochaines années une tâche qui, avec le temps, deviendra de plus en plus lourde et complexe.

Politique commerciale

62. Lorsque le Comité du Commerce de la CEPAL s'est réuni pour la première fois en novembre 1956, il s'est consacré principalement à l'étude des deux problèmes connexes du marché commun et du système des paiements. Deux groupes de travail ont été créés et ils ont tenu deux réunions chacun

/avant la

avant la seconde session du Comité du Commerce en mai 1959.

63. Le rôle joué par la Commission renforce considérablement l'action que mènent les pays de l'Amérique latine en vue de résoudre leurs problèmes des paiements et de créer un marché commun. L'une des tâches les plus importantes que la Commission puisse réaliser dans ce sens consiste à mettre en fonctionnement le système de compensation des soldes bilatéraux, afin d'assurer une transition entre le régime actuel et un véritable multilatéralisme. En ce qui concerne le marché commun, il faudra inaugurer un régime de préférence entre les pays intéressés en vertu duquel les droits de douane appliqués à leurs échanges commerciaux réciproques seront réduits et les mesures de contrôle allégées. Les bases de cette politique seront très souples afin de lui assurer un champ d'application, le plus large possible, compte tenu des besoins et des intérêts particuliers des pays participants.

64. Au cours des différentes étapes du travail concernant le marché commun et le problème des paiements, la Commission a pu bénéficier de l'expérience de plusieurs experts appartenant à des organismes, tels que la Communauté européenne du charbon et de l'acier et l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), ainsi que de l'expérience de spécialistes latino-américains en matière de commerce et de paiements internationaux. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, on s'efforcera d'établir certaines liaisons directes avec d'autres institutions intéressées, telles que la FAO et l'Organisation des Etats américains. En réalité, quelques-uns des problèmes considérés ici ont déjà été discutés avec cette dernière organisation, suivant la procédure de consultations qui a été adoptée dès la création de la CEPAL.

Paiements

65. Les deux réunions du Groupe de travail des Banques centrales, en mai 1957 et en novembre 1958, furent consacrées à l'étude de mesures propres à faciliter les paiements entre les pays de l'Amérique latine. Au cours de la première réunion un projet d'accord de paiements fut élaboré, qui devait servir de modèle pour les traités de commerce bilatéraux et auquel ont adhéré depuis lors plusieurs pays de la région. En outre, des principes de base ont été adoptés en vue de l'uniformisation de certaines règles de fonctionnement des banques centrales, en vue de l'assouplissement des modalités de fonctionnement

/des comptes

des comptes de compensation. À la demande du groupe de travail, le Secrétariat a réuni et distribué des renseignements principaux à la suite des comptes bilatéraux, en prenant pour base les informations fournies par les pays intéressés.

66. L'ordre du jour de la deuxième réunion comprenait, entre autres, l'étude du problème de paiements qui se pose entre les pays qui ont signé des accords de compensation et ceux qui ne recourent pas à ce système. C'est pourquoi tous les pays de l'Amérique latine ont été invités à participer aux délibérations du Groupe de travail. Parmi les mesures qui doivent permettre d'atteindre l'objectif désiré figure l'établissement d'un régime de transition qui conduirait par étapes à un système de paiements multilatéraux et à la création d'une union de paiements. En la matière, un protocole a été adopté, qui crée un système de transférence multilatérale des soldes bilatéraux. Il entrera en vigueur dès que quatre pays au moins auront déclaré qu'ils y adhèrent. En outre, le Groupe a désigné le Secrétariat de la CEPAL comme organisme de compensation. Ce protocole sera soumis au Comité du Commerce lors de sa prochaine session (mai 1959).

67. La solution progressive du problème des paiements devra être intimement liée aux travaux relatifs à la libération graduelle des échanges. On prévoit qu'il sera nécessaire de créer à cet effet des organes intergouvernementaux spécialisés qui seront chargés d'appliquer d'éventuelles mesures de libération et qui auraient aussi pour mission de contrôler la bonne marche du système des paiements actuellement en vigueur entre les pays de l'Amérique latine.

Groupe de travail du marché régional

68. Différentes personnalités de premier plan font partie, à titre privé, de ce Groupe de travail. Elles se sont réunies pour la première fois en février 1958 en séance privée, et elles ont abouti à un accord sur une série de principes généraux d'orientation qui pourraient être appliqués aux opérations du futur marché commun latino-américain. Le Secrétariat avait soumis à la considération de ce Groupe plusieurs documents dans lesquels il décrivait les principaux problèmes que pose la création d'un marché régional, ainsi que les avantages et les inconvénients d'un tel marché. Dans ce document on accordait une attention toute spéciale aux différences existant entre les pays d'Amérique latine économiquement les plus avancés et ceux qui n'en sont qu'au premier stade de leur développement.

/69. Le Groupe

69. Le Groupe a déclaré dans son rapport que le développement des pays latino-américains est une exigence majeure et qu'il faut par conséquent imaginer et appliquer de toute urgence des mesures propres à élever le taux de croissance du revenu réel par habitant. Ce rapport énumérait les bases fondamentales sur lesquelles devrait reposer le marché commun latino-américain. Pour donner plus de précision de ces principes de base il sera indispensable de recueillir des informations additionnelles sur la situation et la politique économiques des pays de l'Amérique latine, et aussi de procéder à l'analyse attentive des méthodes et des moyens qu'il conviendra de recommander pour que ces principes se transforment en réalités économiques. Le Secrétariat a commencé à réaliser ce projet et, à la demande du Groupe de travail, il a préparé la documentation requise pour la seconde réunion du même groupe.

70. Lors de cette deuxième réunion qui a eu lieu à Mexico, en février 1959, le Groupe n'a pas essayé de rédiger un accord spécifique mais, conformément à ses attributions, il a fait certaines recommandations au sujet de la structure et des règles de fonctionnement du marché commun. Il a recommandé que le marché commun soit établi en deux étapes: pendant la première étape, qui durerait dix ans, les droits de douane et les taxes ayant des effets similaires, seraient réduits de façon substantielle et les restrictions quantitatives et administratives seraient éliminées. Avant la fin de la première étape, un nouvel accord portant sur la deuxième étape serait négocié, en vertu duquel les droits de douane et autres devraient être abolis progressivement. Le Groupe a recommandé en outre l'action de préférences et de concessions spéciales aux pays les moins développés de l'Amérique latine, ainsi que la diminution, dans les délais les plus brefs possibles, des taxes qui grèvent les produits des industries offrant d'excellentes possibilités de croissance rapide.

71. Dans son rapport, le Groupe a indiqué que "si au cours de la huitième session de la CEPAL, qui aura lieu à Panama en mai prochain, les Etats Membres de la Commission approuvent les recommandations contenues dans ce rapport, le Secrétariat de la CEPAL, en liaison étroite avec les Gouvernements intéressés, pourrait rédiger un premier projet d'accord relatif au marché commun, ce qui faciliterait le rapprochement et la réunion des pays soucieux de traduire immédiatement cette idée dans les faits".

Consultations en matière de politique commerciale

72. En ce qui concerne le projet de marché commun latino-américain, le Secrétariat a jugé bon d'organiser des réunions privées groupant certains fonctionnaires chargés de la politique commerciale dans quelques-uns des pays de l'Amérique latine les plus importants du point de vue des échanges internationaux. Jusqu'à maintenant deux réunions de ce type ont eu lieu: la première, qui s'est tenue à Santiago, à la fin du mois d'août 1958, a bénéficié de la participation - à titre personnel - d'experts de l'Argentine, du Brésil, du Chili et de l'Uruguay; à la deuxième réunion qui a eu lieu à Bogota, en novembre 1958, ont assisté des experts de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela. Ces réunions ont fourni un point de départ aux discussions qui s'engageront dans l'avenir au sein du Comité du commerce et porteront sur l'action inter-gouvernementale que pourraient entreprendre les différents pays pour atteindre leurs objectifs communs. Les gouvernements intéressés ont prié le Secrétariat d'organiser de nouvelles réunions. On a donc prévu qu'une seconde réunion se tiendrait dans chacune des deux zones géographiques de l'Amérique latine avant la session du Comité du Commerce, en mai 1959.

Intégration économique

73. L'étude des problèmes liés au marché commun doit bénéficier pendant plusieurs années de la plus haute priorité dans le programme de travail de la Commission, ce qui signifie que toutes les divisions importantes du Secrétariat doivent contribuer à cette tâche. L'attention devra se concentrer sur les projets principaux suivants:

- i) Perspectives de croissance des économies latino-américaines, en l'absence l'absence d'un processus d'intégration.
- ii) Perspectives de croissance des économies latino-américaines, dans l'hypothèse d'une intégration. Cette étude devrait être terminée vers le milieu de 1961.
- iii) Coordination des politiques économiques. En effet, le fonctionnement du marché commun peut être gravement compromis s'il existe de profondes divergences entre les politiques que suivent les différents pays en matière fiscale et monétaire et dans d'autres domaines.

Intégration industrielle

74. Depuis 1956 les travaux du Secrétariat en ce qui concerne l'industrie ont porté toujours davantage sur la recherche des avantages économiques qu'offrirait une intégration régionale, en tenant compte toutefois des besoins spéciaux des entreprises industrielles qui peuvent survivre et même se développer

sur la seule base d'un marché national. Au cours des cinq prochaines années le Secrétariat réalisera: i) un inventaire industriel et ii) une série d'études sur diverses industries.

i) Inventaire industriel. Un inventaire des principales industries latino-américaines de biens de production ou de biens de consommation durables est actuellement en préparation. Antérieurement cette étude portera aussi sur les produits intermédiaires et sur l'ensemble des biens de consommation. On espère qu'à partir de ces données on pourra effectuer certaines recherches sur les méthodes susceptibles de stimuler le commerce des produits industriels.

ii) Etude de différentes industries. Sur la base de l'inventaire industriel, le Secrétariat entreprendra une série d'études relatives à des industries déterminées. Divers problèmes seront abordés dans ces études, tels que celui du rapport entre le montant des investissements et le coût de production, d'une part, et la capacité et le volume de production, de l'autre. Les facteurs qui déterminent l'emplacement d'une industrie seront aussi examinés. Le problème de la taille des entreprises et des économies qui découlent d'une dimension optima est important non seulement dans la mesure où il conditionne la spécialisation de certaines industries dans le cadre d'un marché supranational mais aussi parce que dans certains cas la possibilité existe d'établir de petites industries efficaces sur la base d'un marché purement local.

75. Comme des études générales de ce type ont été effectuées par le Bureau des affaires économiques du Siège central, le Secrétariat de la CEPAL pourra en tirer profit. De plus, il prêtera son concours au Bureau des affaires économiques pour les travaux que celui-ci consacre aux industries latinoaméricaines.

76. Bien que les études industrielles déjà entreprises par le Secrétariat aient permis d'obtenir et d'interpréter certaines données fondamentales relatives au problème du développement des industries nationales, et bien qu'elles aient aidé à définir la nature et l'organisation d'un éventuel marché commun, elles ne dispensent pas encore l'aide dont les Gouvernements et les

/industriels ont

industriels ont besoin de façon urgente pour pouvoir prendre immédiatement et de concert des mesures destinées à accroître les échanges de produits manufacturés, en particulier de machines et de biens d'équipement. C'est à la fois une tâche urgente et essentielle que de découvrir les obstacles qui s'opposent au développement d'industries complémentaires dans les différents pays. Une difficulté réside dans le fait que l'on ne dispose pas de crédits pour financer le commerce des produits manufacturés; un autre obstacle est le manque d'expérience des milieux d'affaire en matière de coopération commerciale internationale. En outre, les études de marché qui évaluent l'importance réelle de la demande ou de - l'offre - des produits déjà fabriqués en Amérique Latine sont très rares.

77. C'est pourquoi les études qu'entreprendra le Secrétariat et les réunions qui grouperont à la fois des représentants gouvernementaux et des industriels présentent un intérêt si particulier. Les unes et les autres permettront l'analyse et la discussion de problèmes sur le plan technique et économique, et sous l'optique large d'un marché supra national. La première de ces réunions a eu lieu en mars 1959 à Cordoba (Argentine). Elle a fait suite à une étude préliminaire du Secrétariat sur la capacité de production actuelle de matériel ferroviaire et les possibilités commerciales qui s'offrent dans ce domaine. D'autres études et réunions suivront qui porteront sur les productions de tracteur et de matériel de génie et sur les industries de machines-outils et équipement électrique, etc... De cette façon on pourra faire un répertoire complet des problèmes pratiques qui sont liés à la création d'un marché régional.

78. La méthode d'approche est différente de celle adoptée jusqu'à maintenant dans les réunions d'experts industriels organisées par la CEPAL. En effet, au lieu de discuter les aspects techniques des problèmes de fabrication, on donnera désormais plus d'importance aux possibilités de spécialisation qui s'offrent pour certaines catégories de biens d'équipement -, cela dans le but d'accroître le commerce de ces biens entre les différents pays producteurs.

/79. D'autres

79. D'autres travaux du Secrétariat ont porté sur l'industrie des véhicules à moteur, en Argentine, au Brésil et au Mexique principalement, ainsi que sur la production d'acier laminé, en vue d'assurer à l'échelon de l'Amérique latine, la coordination des plans de développement de ces importantes branches de l'industrie sidérurgique.

80. Les travaux relatifs à l'industrie chimique entrent dans la même catégorie. On a effectué dans ce domaine une étude pilote qui fournira, on l'espère, une base théorique pour des analyses ultérieures. L'ensemble du projet qui devra comporter des enquêtes sur place dans six pays au moins, demandera deux ans au moins avant d'être terminé. Depuis 1955 la Commission demande que cette étude soit réalisée, mais jusqu'en 1958 l'insuffisance des ressources n'a pas permis d'accorder à ce projet une attention permanente.

81. Les études que l'on vient de mentionner ont un double objectif, car elles sont liées non seulement aux possibilités qu'offre le marché commun, mais aussi aux perspectives de développement national qui se présentent dans chaque pays.

82. En ce qui concerne le marché commun, il est indispensable de savoir quelles conséquences auraient pour l'industrie l'échec éventuel des tentatives d'intégration. En même temps, il faudra examiner les problèmes qui, l'on pense, pourraient surgir de l'intégration, en particulier les avantages et les inconvénients que présentent pour l'industrie lourde certains emplacements bien définis. Cette question présente une importance particulière pour l'industrie chimique et les industries de transformation des métaux. Néanmoins, les études dans ce domaine ne doivent pas être faites par produits mais elles doivent porter sur les grands ensembles industriels de production complexe en tenant compte de l'importance plus ou moins grande que les enquêtes en cours de réalisation attribueront au problème de la localisation.

83. En raison de l'avancement des discussions relatives au marché commun, on prévoit qu'il faudra ranger les études mentionnées ci-dessus parmi les projets spéciaux prioritaires et tirer parti de toutes les ressources

/disponibles pour

disponibles pour achever les tâches plus immédiates. Toutefois, dans ce domaine aussi, les responsabilités assumées par la Commission revêtent un caractère d'urgence car on ne peut attendre, pour progresser vers le marché commun, que les études correspondantes du Secrétariat soient disponibles.

Productions complémentaires dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage

84. Dans le cadre du projet sur le marché commun, le Secrétariat est en train de réunir des données sur la production, les importations, les exportations et la consommation interne, de blé, de maïs, de riz, de sucre, d'huiles et de graisses végétales, de viande et de produits laitiers ainsi que sur les superficies occupées par la culture de ces différents produits en Amérique latine. Le but poursuivi ici est d'obtenir certains renseignements généraux qui serviront de base à une série de projections économiques. On rassemble en même temps, des informations sur le cacao, le tabac, les fruits, le coton, le seigle, l'orge, l'avoine, la laine et les cuirs.

85. Simultanément, le Secrétariat s'efforce de déterminer quelle est la capacité de production potentielle existant en Amérique Latine pour ces différents articles. Dans ce but, on a procédé, dans le cas spécial de l'élevage, à un inventaire du cheptel ovin, bovin et porcin et à une estimation du pourcentage d'animaux abattus et de bêtes sur pied vendues à l'étranger.

86. En plus de ces études de caractère général, des analyses plus détaillées portant sur des produits sélectionnés sont en cours d'élaboration. Trois rapports préliminaires sur le bétail, les produits laitiers, les graisses et les huiles, le blé et la farine de blé ont déjà été rédigés et les travaux se poursuivent en ce qui concerne le coton, la laine et les fruits. De plus, le Secrétariat fera appel à la collaboration de la FAO pour mener à bien une étude sur la commercialisation des produits du bois. Toutes ces études analysent la situation du marché, les tendances de la consommation et les possibilités qui s'offrent d'augmenter la production pour faire face à la demande. Elles ont été préparées par le groupe mixte CEPAL/FAO et leur objet est non seulement de faciliter l'examen des problèmes du marché régional, mais aussi de dégager les perspectives d'intégration agricole en Amérique Latine.

/Les transports

Les transports et le marché régional

87. Des études antérieures sur le commerce inter-latino-américain ont montré clairement que l'insuffisance des transports est un grand obstacle au développement et qu'une plus grande attention doit être accordée à l'analyse des difficultés existantes et à la recherche de solutions satisfaisantes.

88. En décembre 1958 on a commencé une étude du problème des transports dans ses rapports avec celui du marché commun latino-américain. Comme la plus grosse partie du commerce extérieur latino américain, qu'il s'agisse des échanges intra-régionaux ou de ceux avec le reste du monde, se fait par mer, on donnera une plus grande importance à l'examen du problème des transports maritimes et des ports. La première étude faite sur ce sujet en 1954/55 devra donc être complétée et approfondie. Cependant on accorde aux problèmes des transports ferroviaires, routiers et fluviaux l'attention qu'ils méritent en tenant compte de la fonction essentielle qu'ils remplissent comme instrument de liaison entre les différents points des territoires nationaux ainsi que de l'importance qu'ils présentent pour les pays qui n'ont pas d'accès direct à la mer et enfin du rôle qu'ils pourraient jouer dans le développement du commerce intraregional. Désormais, la Section des Transports se consacrera davantage que par le passé à l'examen des mesures propres à faciliter les transports internationaux par chemin de fer, par route et par eau. Les études qu'elle entreprendra dans le cadre du projet du marché commun fourniront des principes d'orientation très précieux lors de l'élaboration des programmes d'assistance technique en Amérique Latine.

89. Bien entendu, on tiendra dûment compte des activités que poursuivent dans des domaines voisins ou connexes le Conseil économique et social inter-américain et ses organes subsidiaires.

90. L'objet fondamental de cette première étude sur les transports et le marché régional sera de définir les principaux problèmes et de fixer à grands traits les objectifs généraux à atteindre dans le domaine des transports dans l'hypothèse d'un acheminement progressif vers un marché commun ou régional.

/91. Lors

91. Lors de l'examen du programme décrit ci-dessus, on se souviendra que la Section des transports ne s'est composée pendant longtemps que d'un chef et d'un assistant local. Bien qu'elle ait reçu récemment l'appoint d'un nouveau fonctionnaire professionnel, elle ne dispose pas encore d'un personnel suffisant pour s'occuper des projets urgents qui devraient faire partie de son programme de travail pendant les cinq prochaines années.

Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale

92. La signature, par les gouvernements de l'Amérique centrale, à Tegucigalpa, en juin 1958, du traité multilatéral de libre échange et d'intégration économique -- ratifié jusqu'à présent par trois des assemblées législatives intéressées -- a marqué la fin de la première étape des travaux effectués par le Secrétariat en ce qui concerne l'intégration économique de l'Amérique centrale. Ce Traité, ainsi que l'Accord relatif à l'intégration régionale d'industries centro-américaines et d'autres accords signés en même temps, ouvrent la voie au marché commun centro-américain, de telle sorte que l'objet essentiel du programme ne va plus porter maintenant sur la structure et l'organisation de ce marché, mais sur la définition et la mise en marche des mécanismes additionnels nécessaires à son fonctionnement. Il est possible que l'on fasse appel aux Nations Unies pour cette nouvelle étape, mais leur rôle ira en diminuant.

93. Des progrès ont pu être réalisés: l'intégration économique de l'Amérique centrale grâce à l'examen approfondi et successif des différents problèmes. Parmi les projets primitifs et de grande portée qui ont été menés à bien et servirent de base aux réalisations ultérieures, on peut mentionner la préparation d'une nomenclature douanière uniforme (NAUCA), l'élaboration d'une méthode pour calculer les taxes à l'importation sur des bases uniformes, l'étude des répercussions du libre-échange sur les recettes fiscales, ainsi que l'analyse et la comparaison des implications des différentes politiques commerciales. Tandis que l'on poursuivait les travaux qui devaient aboutir à la signature des accords de Tegucigalpa, divers projets spécifiques furent réalisés en Amérique centrale, tels que l'examen approfondi de certains

/programmes de

programmes de développement industriel, l'étude de quelques aspects de l'intégration dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, l'inauguration d'instituts de recherches technologiques et de formation administrative et le lancement d'un projet ayant pour objet d'assurer un développement coordonné des secteurs clés de l'économie. Cette méthode d'approche se justifie par le fait qu'elle est peut être la seule qui permette d'économiser les ressources nationales disponibles et d'accélérer en même temps le développement économique, ce qui répond aux deux objectifs fondamentaux du programme. En plus des accords mentionnés ci-dessus, une convention relative à l'égala-tion des droits de douanes applicables aux importations fait l'objet d'un examen de la part des Gouvernements intéressés. Lorsque ces divers accords entreront en vigueur, il sera nécessaire de prendre des mesures pour assurer leur application effective. De plus, les Gouvernements devront s'efforcer d'accélérer le passage d'un régime de libre échange au système d'union douanière qui est prévu par le Traité multilatéral de libre échange et d'intégration économique.

94. Afin d'accomplir sa mission, le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale a créé les sous-comités du commerce, des transports, de l'énergie électrique, du logement, de la construction, de l'urba-nisme et de la coordination statistique, tous composés de représentants officiels. Il existe également une Commission Centro-américaine d'initiatives industrielles dont certains membres sont des représentants du secteur privé.

De plus on a créé des groupes de travail ou des comités ad hoc pour s'occuper de problèmes spécifiques. Ce sont tous des organes subsidiaires de la Commission et ils bénéficient des services fournis par le Secrétariat de la CEPAL. L'Organisation des Etats américains a également prêté son concours dans certains domaines, et des liens étroits ont été maintenus avec l'Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODEAC) tant sur le plan de l'information que sur celui de la coopération. Les programmes qui sont décrits ci-après découlent des recommandations faites par les différents sous-comités.

/Elargissement et

Elargissement et perfectionnement du système de libre-échange

95. Pendant les cinq prochaines années, le Secrétariat s'efforcera i) d'allonger la liste des articles bénéficiant du régime de libre-échange et d'assurer l'entrée en vigueur des mesures de libération progressive et des autres dispositions transitoires prévues par le traité; ii) d'égaliser les impôts et les taxes à l'importation de ces mêmes articles et d'obtenir l'uniformisation du traitement douanier appliqué aux autres produits, et iii) de proposer des solutions aux problèmes de caractère commercial, fiscal et institutionnel que peut poser l'application du traité. Ces travaux seront effectués en collaboration avec la Commission centro-américaine du Commerce et le Secrétariat, de cette commission, qui furent créés par l'Organisation des Etats de l'Amérique Centrale pour l'étude et la solution des problèmes relatifs au libre-échange. A mesure qu'augmenteront les ressources de cette Commission, la participation de la CEPAL aux travaux portant sur l'égalisation des droits de douane se concentrera autour des thèmes plus généraux que les gouvernements demanderont au Secrétariat d'étudier, ce qui libèrera une grande partie des ressources consacrées jusqu'à maintenant aux analyses par produits.

Développement industriel intégré

96. Puisque les gouvernements de l'Amérique centrale se sont mis d'accord maintenant sur les conditions dans lesquelles devra s'opérer l'intégration industrielle, il conviendrait d'organiser au plus tôt une série d'activités susceptibles d'assurer l'application du système proposé. Ainsi, le premier groupe d'industries qui bénéficiera du statut d'intégrations doit être défini sur la base des projets déjà étudiés et des plans additionnels qui ont été proposés. De plus, conformément aux dispositions de la Convention sur le régime d'intégration des industries centro-américaines, l'application de ce régime dépend de la signature d'un protocole additionnel qui fixera l'emplacement des usines, leur capacité de production minima, les conditions dans lesquelles la construction de nouvelles usines pourra être admise, les normes qui devront être suivies pour assurer la protection des consommateurs,

/les règles

les règles concernant la participation des capitaux centro-américains, et d'autres dispositions.

97. L'étude des nouvelles possibilités qui s'offrent en matière d'intégration industrielle devra être poursuivie et devront parfois porter sur des ensembles industriels plutôt que sur des projets isolés. Il conviendra, en outre, d'examiner par quels moyens pourra être accrue à l'intérieur de la zone la mobilité des ressources disponibles dans chaque pays. Les contacts avec les entreprises privées devront se multiplier afin que soient mieux connues les occasions d'investir qu'offre le programme. Le Secrétariat peut faciliter la création de groupes de travail ad hoc; quelques uns de ces groupes existent déjà. Ainsi, les principales activités du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale se déplaceront des études et du travail de recherche à des tâches de caractère pratique.

Aspects fiscaux

98. Simultanément le traitement fiscal appliqué aux investissements devra être uniformisé en Amérique centrale. Dans ce domaine, le Secrétariat doit collaborer en 1959 avec la Subdivision fiscale et financière des Nations Unies dans la réalisation d'une étude comparative des lois ou des projets de lois portant sur le développement industriel, afin de déterminer la nature et l'étendue des avantages fiscaux existant et de favoriser leur uniformisation. En 1960, on entreprendra une étude plus détaillée des impôts qui ont ou peuvent avoir une influence sur le commerce des pays de l'Amérique centrale entre eux. Une étude ultérieure pourrait porter sur les obstacles fiscaux qui s'opposent à la libre circulation des capitaux et des personnes entre les cinq pays, en s'attachant spécialement au problème de la double imposition et à l'examen du régime fiscal appliqué aux capitaux étrangers.

Intégration agricole

99. Le principal problème à cet égard réside dans la distribution inégale des ressources agricoles entre les différents pays. Il en est déjà résulté un certain degré de spécialisation agricole et les échanges de produits de

/l'agriculture et

L'agriculture et de l'élevage représentent un pourcentage élevé du commerce total entre les pays de l'Amérique centrale. Pendant les cinq prochaines années, on devra étudier les sujets suivants: caractéristiques d'un régime commercial destiné à remplacer les contrôles quantitatifs unilatéraux par un mécanisme qui régularise le volume des échanges, ainsi que les modalités d'application de ce système; les matières premières agricoles d'utilisation industrielle, en particulier celles qui sont utilisées par les industries, offrant de l'intérêt du point de vue de l'intégration; le développement général des cultures d'irrigation en Amérique centrale, dans le cadre d'un examen plus large des possibilités d'utilisation commune des ressources hydrauliques et des mesures propres à faciliter l'expansion agricole sur la base des techniques modernes. Comme par le passé, tous les travaux relatifs à l'intégration de l'agriculture seront effectués en étroite coopération avec la FAO.

L'infrastructure économique

100. Les progrès vers l'intégration économique ne pouvaient pas se limiter à la création d'un marché commun. Les activités réalisées dans le cadre du programme ont donc tendu aussi à coordonner les recherches et les plans relatifs aux transports, aux services portuaires, à l'énergie électrique et à d'autres facteurs. Avec l'aide de la Division des Transports et des Communications du Siège central et d'experts de l'AAT, le Secrétariat a commencé plusieurs études sur les transports maritimes et les ports, et ainsi que sur les moyens d'encourager le trafic et les transports routiers. Au cours des cinq dernières années, les gouvernements de l'Amérique centrale ont signé plusieurs conventions en la matière. On devra, dans l'avenir, poursuivre les activités déjà entreprises dans le domaine des transports et, en outre, mener à bien les études nécessaires pour que l'inter-connexion des ressources électriques centro-américaines puisse devenir une réalité.

Aspects sociaux de l'intégration économique

101. Depuis 1970, le Secrétariat a envisagé quelques uns des aspects sociaux du développement centro-américain, en donnant une importance particulière aux problèmes démographiques et à celui du logement.

102. Au cours des prochaines années, on procèdera à une étude de la main d'oeuvre et des possibilités qu'elle a de s'adapter aux besoins nouveaux que crée le développement économique. En ce qui concerne le logement, le programme de travail comprend une étude de la situation des industries des matériaux de construction et des règlements d'urbanisme; une enquête sur les coûts de construction; des études sur la rationalisation et la standardisation des matériaux de construction; et enfin une analyse de la demande et de la production future de ces matériaux en Amérique centrale. On prévoit que des échanges d'informations auront lieu, et d'ores et déjà on projette d'obtenir, - à toutes les étapes du travail la collaboration de la Sous Direction du logement de la construction et de l'urbanisme du Bureau des Affaires sociales des Nations Unies ainsi que l'aide de l'Organisation des Etats Américains. Pendant les cinq prochaines années il devrait être possible d'aborder l'examen d'autres problèmes sociaux au sujet desquels une action concertée peut être menée. Pour ce faire le Secrétariat aurait besoin de ressources supérieures à celles dont il dispose normalement.

103. Il faudra aussi étudier quelques aspects sociaux du développement agricole, et en particulier le régime foncier et les conditions de travail dans les champs. Ce projet sera réalisé avec le concours du Centre latino-américain de recherches sociales, de Rio-de-Janeiro.

104. Il conviendrait également d'étudier au cours des cinq prochaines années les problèmes économiques et sociaux suivants: le revenu national et la distribution des richesses; l'importance de la classe moyenne, ses perspectives de croissance et l'influence qu'elle exerce sur l'évolution de la demande, de l'épargne et des entreprises privées; l'enseignement général et l'enseignement professionnel et leur rôle dans le développement économique et social du pays; l'organisation des communautés et le développement des services sociaux.

/Coordination statistique

Coordination statistique

105. Puisque l'analyse économique en Amérique centrale est souvent rendu difficile par l'absence de comparabilité entre les statistiques des différents pays, on a inclus dans le programme d'intégration l'examen du problème de la coordination et du perfectionnement de ces statistiques. Cette tâche, toutefois, a un caractère permanent et un certain degré de coordination ayant été maintenant atteint, le programme donné a dans l'avenir plus d'importance à l'examen de problèmes statistiques spécifiques.

Industrie

106. En plus des activités qui dans le domaine de l'intégration industrielle sont directement liées au projet du marché régional et dont on trouve la description dans le passage pertinent de ce rapport, le Secrétariat effectuera d'autres travaux relatifs à l'industrie. Ils se grouperont autour de trois points principaux: les enquêtes systématiques à court-terme; les études fondamentales; les activités tendant à stimuler le développement industriel.

Enquêtes systématiques à court terme:

107. On se propose de réunir de façon permanente des informations sur la situation courante de l'industrie et du secteur minier. On s'efforcera, ainsi de fournir les bases d'une méthode d'approche plus analytique, au lieu de se limiter à une description de projets du genre de celle qui a été faite jusqu'à maintenant dans l'Etude économique annuelle. La préparation d'études portant sur des problèmes spécifiques d'un intérêt général et quotidien pour l'Amérique latine, constituera un important aspect des travaux du Secrétariat, tout particulièrement en ce qui concerne le développement industriel et minier. Des études spéciales de ce genre seront publiées dans l'Etude annuelle sur la situation économique de l'Amérique Latine, tous les trois ans ou plus, car on estime que l'étude de pays qui ont atteint différents stades de développement (et de l'histoire passée des pays latino-américains les plus avancés) éclairera d'une nouvelle lumière le processus d'industrialisation. On prévoit en outre de faire une évaluation préliminaire des effets du développement industriel sur les autres secteurs de l'économie et sur la balance des paiements.

/Etudes de

Etudes de base

108. L'objet de ces études est de faire mieux connaître, d'une part, la façon dont l'industrie (y compris le secteur minier) a évolué dans le passé, ainsi que les facteurs (institutions, lois, ressources, marchés) qui ont influencé ou déterminé son développement et, d'autre part, les perspectives qui s'offrent à l'industrie latino-américaine, compte tenu de l'accroissement et de la structure du produit brut. Ces études devront reposer sur une analyse de la structure industrielle et des rapports qui s'établissent entre le processus de croissance de ce secteur et celui des autres activités économiques. Pour les principales branches de l'industrie, les études de base présenteront des projections de la demande, ainsi que du volume de production qui serait nécessaire pour satisfaire celle-ci. Elles traiteront de problèmes institutionnels importants tels que: les effets des mécanismes de crédit et de l'organisation financière sur la croissance économique, les institutions de développement, les tarifs douaniers, les prêts industriels, la diffusion de techniques, la formation du personnel, le régime et le fonctionnement des entreprises privées nationales ou étrangères, et la structure industrielle proprement dite.

109. Les études fourniront un cadre aux travaux qui porteront sur des industries déterminées et seront publiées sous la forme de rapports spéciaux sur le développement ou d'articles insérés dans l'Etude Economique et le Bulletin. Ces études spéciales seront préparées avec le concours de toutes les divisions du Secrétariat et de la Sub-division de Développement Industriel du Siège.

110. Le programme de travail prévoit aussi une réunion d'experts en matière d'industrie minière, pour laquelle le Secrétariat devrait préparer une série d'études en 1959 et 1960. Comme il n'existe pas actuellement de ressources disponibles pour ces études, le Secrétariat ne pourra pas les commencer en 1959.

111. En ce qui concerne l'industrie du papier et de la cellulose, la CEPAL et la FAO ont préparé une série d'études pour la réunion d'experts qui a eu lieu en 1954. Une des principales recommandations faites lors de cette réunion a trait à la nécessité d'établir un groupe spécial pour aider les gouvernements dans ce domaine. Ce Groupe a été créé en 1955 sous les auspices de la CEPAL, de la FAO et de l'AAT. Jusqu'à présent, il a préparé

/des études à

des études à la demande des gouvernements de l'Argentine, du Chili, de l'Equateur, du Mexique, du Pérou et du Venezuela. Les deux premières études ont déjà été présentées aux Gouvernements respectifs et les quatre autres seront terminées au cours du premier semestre de 1959. On poursuivra cette année l'étude sur le Brésil, pour laquelle une partie des enquêtes sur place a déjà été réalisée; les demandes des gouvernements de Colombie et de Surinam sont en suspens. Dès qu'elles auront été satisfaites, le Groupe préparera une étude synthétique pour l'ensemble de l'Amérique Latine qui, on l'espère, sera terminée en 1960 ou en 1961.

Activités de coopération dans le domaine industriel

112. Il a été impossible jusqu'à présent de satisfaire les diverses demandes faites par les gouvernements au sujet de problèmes industriels ou de donner suite aux recommandations adoptées lors des réunions d'experts qui ont été réalisées sous les auspices du Secrétariat. Il en est ainsi, par exemple, des recommandations en vertu desquelles devraient être faites des études sur la standardisation de produits sidérurgiques et sur les possibilités de produire des aciers spéciaux. Ces études devraient faire partie du programme de travail prévu pour les cinq prochaines années, car elles fourniraient une base indispensable pour l'élaboration d'un programme régional d'échanges commerciaux pour l'industrie de l'acier. L'Equateur a demandé au Secrétariat des conseils pour l'organisation de recherches systématiques sur la situation de l'industrie textile, et en particulier sur la productivité dans cette branche.

113. Pour mener à bien des activités de ce type, le Secrétariat a tiré profit de sa participation à la réunion d'experts qui a été organisée en 1957 par la section industrielle du Bureau des affaires économiques et qui a porté sur la gestion des entreprises industrielles dans les pays sous-développés.

114. Parmi les activités de coopération dans le domaine industriel figure également la contribution du Secrétariat aux travaux réalisés dans le cadre du programme d'assistance technique. C'est ainsi que le Secrétariat a indiqué sous forme de suggestions les problèmes industriels pour la solution desquels une aide technique est nécessaire de façon pressante. Le Secrétariat a en

/outre prêté

outre prêté son concours pour la description des travaux qui seraient confiés aux experts, ainsi que pour la rédaction des instructions données à ces derniers et l'examen critique de leurs rapports.

Ressources naturelles, y compris l'énergie et les
ressources hydrauliques

Energie

115. Pour que le développement économique en Amérique latine puisse garder un rythme suffisamment rapide, il faudra renforcer le secteur de l'énergie. La consommation d'énergie par habitant en Amérique latine est actuellement très basse et elle n'atteint même pas le tiers de celle de l'Europe Occidentale. D'autre part, le manque d'énergie impose des limitations au développement de plusieurs pays latino-américains. Un élargissement des activités de la CEPAL dans ce domaine est indispensable pour répondre à la préoccupation croissante que montrent les membres de la Commission pour ces problèmes.

116. En 1957 on a publié une étude préliminaire sur la production et la consommation actuelles et futures d'énergie en Amérique latine. On présentait dans cette étude un tableau général des ressources énergétiques de l'ensemble de la région, en faisant ressortir les différences de ressources d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre et d'un secteur à l'autre.

117. Les divers sujets traités dans cette étude doivent être soumis à une continuelle révision et, en outre, divers problèmes relatifs à l'énergie méritent une analyse plus approfondie. Le programme de travail pour les cinq prochaines années devrait inclure en particulier les points suivants:

- i) Etude des besoins et de l'offre d'énergie dans leurs rapports avec le développement économique de certains pays ou de certaines régions. On analysera dans ces études la composition de la demande d'énergie et l'augmentation que celle-ci enregistre suivant les différentes modalités que revêt le développement économique. On examinera aussi les alternatives qui s'offrent pour satisfaire les besoins en recourant aux différentes sources potentielles d'énergie.
- ii) Des études sur l'énergie électrique, puisque en général le manque d'électricité paraît être le principal facteur limitatif dans ce secteur. Ces études comprendront une analyse minutieuse de la demande et des ressources potentielles, et examineront aussi quelques problèmes d'organisation et de financement de l'industrie électrique.

/La réglementation

La réglementation de l'industrie d'énergie électrique en Amérique latine - législation, tarifs et mesures financières - revêt une importance spéciale, et à la demande de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, la CEPAL a déjà analysé et commenté une étude préparée sur ce sujet par la Faculté de Droit de l'Université de Harvard.

Dans le cadre des études sur l'industrie électrique en Amérique latine, le rôle de l'énergie nucléaire sera aussi examiné avec le concours de la Commission économique pour l'Europe et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les premiers contacts avec cette agence ont été pris en 1958 lorsqu'un fonctionnaire du Secrétariat a accompagné la mission de l'OIEA au cours de sa tournée en Amérique latine et a participé à la préparation du rapport correspondant qui a été soumis aux hautes autorités de l'Agence.

- iii) En plus des études que devra effectuer le Secrétariat, on estime que le moment est venu d'organiser une réunion de spécialistes en matière d'énergie, ce qui répondra aussi à l'intérêt que la Commission montre en la matière. Comme une telle réunion serait la première de cette nature en Amérique latine, il conviendrait de limiter son ordre du jour à une seule branche du secteur général de l'énergie afin de pouvoir réunir un groupe plus homogène d'experts. On suggère donc que la réunion porte exclusivement sur la situation et les perspectives de développement de la production électrique et sur les problèmes que pose ce développement. Cette réunion aura pour but:
- (a) de définir les problèmes d'intérêt commun pour les pays latino-américains afin que puisse être menée éventuellement une action concertée de caractère international et de poser certains principes d'orientation pour l'utilisation ultérieure de l'assistance technique des Nations Unies (soit dans le cadre du Programme d'assistance technique des Nations Unies, soit au titre du Fonds Spécial). Une liste provisoire de ces problèmes pourrait se présenter de la
- /façon suivante

façon suivante: uniformisation et échange des informations disponibles; problèmes techniques relatifs au transport de l'énergie électrique sur de grandes distances; meilleure utilisation des combustibles dans la production d'énergie électrique; méthodes d'évaluation des ressources énergétiques et de prévision de la demande, possibilité d'augmenter la fabrication d'équipement pour produire, transporter, distribuer et utiliser l'électricité; les politiques de développement et l'organisation institutionnelle;

(b) De faire en sorte que les experts gouvernementaux latino-américains participent aux activités de la Commission, en vue de la création éventuelle d'un "Comité de l'Energie Electrique" qui serait chargé de passer en revue les problèmes et de fixer un ordre de priorité pour les études qui seront entreprises conjointement.

118. On avait prévu que cette réunion concernant l'industrie électrique aurait lieu à la fin de 1959 ou au début de 1960 et en vue d'assurer sa préparation des contacts avaient été pris avec le Siège central des Nations Unies et la Commission économique pour l'Europe. Cependant, en raison du manque de ressources, la réunion a dû être remise à plus tard.

119. Si au cours des prochaines années il est possible de disposer de ressources plus abondantes, les activités de la CEPAL s'étendront notablement dans le domaine de l'énergie et répondront ainsi à l'une des préoccupations de la Commission.

Ressources hydrauliques

120. Le Secrétariat se consacre actuellement à une étude préliminaire des ressources hydrauliques de l'Amérique latine et de leur utilisation présente et future. La réalisation du programme a été commencée au début de 1957 et elle est liée au programme général concernant l'énergie par l'intermédiaire des projets de développement de la production hydro-électrique. Etant donné l'intérêt montré par différents pays, et le fait que cette étude est utile pour l'élaboration d'une politique de développement, il conviendra d'étendre son objet au cours des années à venir. Cependant le manque de personnel constitue ici un sérieux obstacle.

/121. Le but

121. Le but de l'étude préliminaire est de tenter - à partir d'une base régionale ou nationale et en utilisant les données disponibles - une évaluation provisoire des ressources hydrauliques, de rechercher les moyens d'en tirer parti pour l'irrigation, la production d'énergie et l'approvisionnement domestique et industriel. Pour ce qui est des ressources, on prépare un inventaire des données disponibles sur l'hydro-météorologie, les eaux de surface et les eaux souterraines. Sur la base de cet inventaire on s'efforcera de dresser un tableau des disponibilités, en accordant la plus grande attention aux zones importantes du point de vue du développement économique. Les lacunes dont souffrent les informations existantes deviennent de plus en plus apparentes. En outre, le Secrétariat examine avec soin l'organisation et l'efficacité des services qui effectuent les relevés hydrologiques, et présente des recommandations tendant à leur amélioration.

122. Pour ce qui est de l'utilisation des ressources, on procède à l'analyse fonctionnelle de chaque secteur sous ses divers aspects (technique, économiques et institutionnel). On effectue également une analyse des différents usages de l'eau dans les mêmes zones afin de vérifier si ces usages se complètent ou non et si les ressources présentes et potentielles permettent de couvrir les besoins. On jette ainsi les bases du développement intégral des ressources hydrauliques. Ces études peuvent être d'une grande utilité, d'abord pour orienter les programmes généraux de développement économique, et ensuite, pour montrer quels sont les problèmes hydrauliques qu'il sera utile d'examiner plus à fond d'un point de vue technique.

123. L'étude préliminaire a été entreprise sous les auspices communs de la CEPAL et du Programme d'assistance technique, et une méthode d'approche globale pour aborder les problèmes techniques et économiques. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a prêté un expert et elle a manifesté l'intention de maintenir son aide. Des contacts ont été pris sur place avec la FAO et d'autres institutions spécialisées. On prévoit que la coopération avec la FAO se renforcera dans l'avenir.

124. Lorsque les études commencées (études hydrologiques pour le Chili et l'Equateur et pour le nord de la Patagonie en Argentine) seront terminées, on prévoit que les activités réalisées dans le cadre du Programme connaîtront

/une notable

une notable expansion. Elles comprendront:

- i) Des études par pays en vue de répondre aux demandes des Etats Membres de la Commission. Ces études auront pour fins et pour méthodes celles qui ont été décrites plus haut. Une augmentation du personnel permettrait de satisfaire rapidement ces demandes.
- ii) Continuation des activités déjà entreprises. Chacune des études préliminaires qui ont été effectuées contient des recommandations relatives à la réorganisation et à l'amélioration des services existants ou à la réalisation d'études détaillées, par bassins fluviaux, par exemple. Ces études auront des répercussions beaucoup plus profondes si le Secrétariat donne des conseils qui permettent de mettre en oeuvre ces recommandations ou s'il fournit, à la demande des gouvernements intéressés, une aide directe pour la préparation des analyses détaillées.

125. Au cours de la réalisation des études par pays, le dépouillement des réponses données à un questionnaire établi par le Secrétariat, a permis à celui-ci d'accumuler une quantité considérable de renseignements sur les ressources hydrauliques et sans aucun doute des informations plus nombreuses encore seront reçues à l'avenir. La coopération et l'échange d'informations avec la sub-division des ressources hydrauliques du Siège central en seront considérablement facilitées.

126. En plus des études hydrologiques mentionnées ci-dessus, la Commission a recommandé au Secrétariat de prendre contact avec les gouvernements des pays latino-américains en vue d'obtenir que l'utilisation des cours d'eau internationaux se fasse sur la base d'une planification adéquate entreprise par des commissions techniques internationales. Pour prudentes qu'elles soient, des initiatives doivent être prises dans ce domaine car l'exploitation conjointe des ressources naturelles est de plus en plus désirable puisque l'Amérique latine s'oriente maintenant vers un marché régional. Pour l'instant, les travaux portent sur l'examen des conditions générales créées par la législation en vigueur. Ultérieurement - si possible à la huitième session - les pays pourront être consultés au sujet d'une méthode d'approche, du choix des bassins fluviaux et de la portée éventuelle de l'action à entreprendre.

/127. Cet examen

127. Cet examen des ressources hydrauliques ne constitue qu'un premier pas vers l'évaluation des ressources naturelles de l'Amérique latine. Il a déjà été demandé au Secrétariat d'entreprendre des études analogues sur les ressources minérales et les ressources forestières. Ces études ont dû être ajournées par suite du manque de personnel et de moyens financiers, mais on prévoit qu'une étude conjointe de la CEPAL et de la FAO sur le bois, commencera en 1959 et se prolongera jusqu'à 1961. (Voir aussi les chapitres relatifs à l'industrie et à l'agriculture). Toutes ces études sur les ressources naturelles offrent la promesse d'une coopération étroite de la CEPAL avec le Fonds Spécial.

Programme conjoint CEPAL/FAO

128. Les tâches du groupe conjoint étaient fixées jusqu'à présent par des accords ad hoc entre le Secrétaire exécutif de la CEPAL et le Directeur général de la FAO. A l'avenir le Groupe devra poursuivre, entre autres objectifs, celui d'établir un flux continu de statistiques et d'informations sur la situation courante, et il devra aussi entreprendre une série d'études sur les problèmes de base et de structure de l'agriculture latino-américaine.

129. L'une des premières études qui fut terminée dans le cadre du programme conjoint CEPAL/FAO traitait de l'expansion sur des bases sélectives l'agriculture et de l'élevage. Elle comprenait une analyse de la situation des produits agricoles de base en Amérique latine, entre autres du blé, du maïs, du riz, du sucre, du coton, du café et des produits de l'élevage.

130. L'étude sur le café a constitué la seconde activité importante du Groupe. La première partie, qui a trait à la Colombie et au Salvador, a été publiée récemment. La deuxième partie, qui concerne le Brésil, n'a pas dépassé le stade des enquêtes sur place.

131. Dans cette étude on examine, en premier lieu, la productivité de la main-d'oeuvre et du capital dans différentes conditions et avec différentes méthodes de production et de traitement; en second lieu, les tendances de la production sur la base du nombre et de la distribution par âges des caféiers; et, en troisième lieu, les effets de la production de café sur le développement économique des pays producteurs.

/132. Une fois

132. Une fois terminée l'étude sur le Brésil, on préparera une troisième partie qui traitera du problème général du café en Amérique latine.

133. Les membres du groupe CEPAL/FAO ont aussi collaboré très activement aux études sur le développement économique par pays, en participant non seulement aux enquêtes sur place, mais aussi à la rédaction et à l'examen critique des rapports. Ils ont travaillé en outre à des études portant sur une série de produits et qui s'inscrivent dans le cadre du programme relatif au marché régional (voir le chapitre pertinent de ce rapport).

134. En raison du manque de personnel, les travaux du groupe CEPAL/FAO sont un peu en retard, mais on espère qu'il sera possible, dans les prochaines années, de commencer ou de terminer les projets suivants:

- a) Etude du rôle joué par l'agriculture dans le développement économique de l'Amérique latine et des obstacles qui s'opposent au progrès technique et à l'augmentation de la production agricole;
- b) Préparation d'un manuel de programmes agricoles à l'usage des services gouvernementaux chargés de la politique de développement économique;
- c) Poursuite des travaux relatifs à la productivité de la main-d'oeuvre et du capital dans la production agricole;
- d) Etude des tendances suivies par les investissements dans l'agriculture, des facteurs qui les déterminent et des possibilités d'augmentation de ces investissements.
- e) Etude de la production du bois en Amérique latine et des tendances et des perspectives de la consommation. (Cette étude devrait être commencée en 1959 et terminée en 1960, mais on n'a pas inclus dans le budget de 1959 les fonds nécessaires pour la réaliser. La FAO a assigné une très haute priorité à cette étude car elle doit faire partie d'une série mondiale. De plus, elle a une importance toute spéciale pour l'Amérique latine, étant donné les vastes ressources forestières que celle-ci possède.)

135. Il existe d'autres projets urgents qui devront être réalisés au cours des cinq prochaines années, si l'on peut obtenir les ressources nécessaires:

- a) Etude des prix agricoles, et en particulier de l'effet des prix sur la demande, des facteurs qui influent sur les prix, et la politique des prix.

/b) Etude des

- b) Etude des marchés qui comprendraient une analyse de la structure et de la zone d'influence de ces marchés, ainsi que de l'évolution de la demande des produits agricoles de base et de son élasticité en fonction des prix et des revenus.

136. Il conviendrait également de commencer l'étude de la filière agricole et de son influence sur le régime foncier et sur l'utilisation des terres; des moyens propres à assurer une meilleure exploitation des ressources naturelles et des perspectives d'expansion agricole et de l'élevage; de la population et la main-d'œuvre agricole rurale et de la distribution, des migrations, des excédents, de l'insécurité, de l'exode, du chômage partiel ou total des ruraux agricoles, ainsi que de la demande de main-d'œuvre rurale de la part des industries et les facteurs qui exercent une action sur ces différends géographiques. On devrait se fait sentir aussi, d'une étude poussée sur les ruraux et les aspects économiques de leurs rapports avec les revenus des autres secteurs économiques. Enfin, il conviendrait d'aborder l'impact général du régime foncier et de la politique agraire.

Aspects sociaux du développement économique

137. En plus de ses activités dans le domaine économique, la Commission a travaillé de façon assez détaillée dans ses chapitres et ses études de rapport à la Commission a accordé au cours des cinq dernières années une grande attention aux aspects sociaux du développement économique. Cette préoccupation relativement nouvelle de la Commission a été reflétée dans plusieurs de ses résolutions et elle est confirmée par ses recommandations faites par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social qui soulignent la nécessité d'étudier les aspects sociaux présents en même temps économique afin d'assurer un développement intégral. Le programme de la Commission en matière sociale doit porter principalement sur le problème du développement économique et social équilibré, ainsi que sur le problème de l'adaptation de la société latino-américaine aux nouvelles fonctions qu'impose le développement économique, ainsi qu'au nouveau rôle individuel et collectif et aux nouvelles formes de vie que l'accroissement de ces fonctions exige.

138. Pour que le Secrétariat puisse s'occuper de ces problèmes de façon plus systématique, on a créé, pendant le deuxième semestre de 1955, une Division des Affaires Sociales. Etant donné les limitations de personnel, le programme de la Division a eu pour but d'encourager et de coordonner les recherches effectuées par les institutions nationales publiques et privées des divers pays latino-américains. Néanmoins, la Division s'est chargée directement de la réalisation de différents projets importants.

139. Dans le cadre d'une étude générale consacrée au développement de la Bolivie, cette division a préparé par exemple une analyse des facteurs sociaux qui influent dans le processus de croissance économique de ce pays. Cette analyse a permis de perfectionner l'ensemble des méthodes élaborées dans des études socio-économiques antérieures de la CEPAL et elle a fourni quelques principes généraux d'orientation pour la réalisation d'autres études de cette nature. La Division a abordé aussi l'examen des problèmes de l'urbanisation, en particulier de ceux qui découlent des grands mouvements de population qui se produisent actuellement depuis les zones rurales vers les zones urbaines. Un cycle de conférences et de travaux sur ce sujet est organisé conjointement par la CEPAL, le Bureau des Affaires Sociales et l'UNESCO et les préparatifs pour cette réunion qui aura lieu en juillet 1959 sont déjà fort avancés. Des études spéciales sur des groupes urbains, dans des pays déterminés figurent dans la documentation qui sera soumise à ce cycle de conférences.

140. En matière de population et de démographie, la Commission accorde une importance toute spéciale aux questions relatives aux disponibilités de main-d'oeuvre. La Commission a recommandé que les études sur la main-d'oeuvre soient liées de façon étroite aux travaux portant sur les problèmes du développement économique dans des régions ou des pays déterminés et aussi et surtout, aux analyses et aux projections requises pour l'élaboration des programmes. Par conséquent, les activités du Secrétariat en matière démographique ont été menées parallèlement à la réalisation de différents projets économiques et ont compris, entre autres, l'estimation de la population et la projection de ses tendances futures dans plusieurs pays latino-américains. Dans le cadre du programme d'assistance technique, une réunion de travail organisée par les Nations Unies et portant sur les problèmes démographiques

/de l'Amérique

de l'Amérique latine a eu lieu à Rio-de-Janeiro en décembre 1955, et un centre de recherches et de formation démographiques pour l'Amérique latine a été créé à Santiago en 1957. Il s'agit là d'un projet réalisé de concert par la CEPAL et le Bureau des affaires sociales. Enfin on doit souligner que le Secrétariat de la CEPAL, le Bureau des affaires sociales et l'Union panaméricaine ont collaboré de façon étroite lors de l'organisation des réunions d'experts en matière de financement de la construction. Ces réunions ont eu lieu en 1955 et 1957 sous les auspices du Programme d'assistance technique des Nations Unies.

141. Le programme de travail futur de la Commission en matière sociale dépendra pour une large part des conclusions auxquelles aboutira la Commission lors de sa prochaine session, ainsi que de la décision que prendra le Conseil économique et social au sujet de la réforme qui ajoute au mandat actuel de la Commission des fonctions portant sur les aspects sociaux du développement économique. Néanmoins, on peut supposer que le programme aura pour objectif général d'aider les gouvernements dans la préparation et l'application des mesures sociales requises pour la réalisation satisfaisante des programmes de développement économique, ainsi que dans l'élaboration de plans et des politiques de développement qui prennent en considération d'autres facteurs que ceux de caractère strictement économique. Conformément aux recommandations du Conseil économique et social qui sont contenues dans sa résolution sur le développement économique et social équilibré, on étudiera en particulier les principes suivis dans différents pays pour établir l'ordre de priorité et d'allocation de ressources pour le développement, en accordant une attention particulière aux dépenses de caractère social.

142. En matière démographique, en plus de l'aide prêtée aux gouvernements en vertu du Programme d'assistance technique, la CEPAL orientera la plus grande partie de ses activités vers l'étude de la main-d'oeuvre et vers la préparation des estimations et des projections démographiques nécessaires pour la préparation de programmes de développement économique en Amérique latine.

INCIDENCES FINANCIERES

143. Tout au long de ce rapport on a souligné constamment l'importance de donner des ressources additionnelles au Secrétariat pour que celui-ci puisse mener à bien les travaux qu'il a déjà entrepris et pour qu'il puisse faire face aux demandes toujours plus nombreuses qu'on lui adresse afin d'obtenir son aide pour la solution des problèmes économiques urgents qui se posent en Amérique latine. A ce sujet on peut rappeler que dans sa résolution 694 D (XXVI), alinéa c), paragraphe 6, le Conseil a demandé que l'on procède à une "estimation" du nouveau montant des besoins budgétaires, en faisant intervenir les éléments de coût qu'enseigne l'expérience, dans le calcul des incidences financières que pourraient avoir les parties du programme qui seraient nouvelles ou en cours d'élaboration.

144. Comme l'a montré ce rapport, la principale considération dont on doit tenir compte en faisant une estimation de ce genre est que le Secrétariat de la Commission doit se développer progressivement et dans tous les domaines. Néanmoins, il y a deux domaines d'activité pour lesquels il est tout particulièrement nécessaire de disposer d'une plus grande quantité de personnel. Ces deux domaines d'activités, auxquels toutes les divisions non administratives du Secrétariat participent et qui comprennent aussi bien des recherches théoriques que des travaux pratiques, sont les suivants:

- i) Conseils aux gouvernements pour la préparation et l'exécution de plans de développement économique. On prévoit que cette activité serait menée en collaboration avec le Programme d'assistance technique.
- ii) Le projet de marché régional, qui requiert des études spéciales sur les industries et les transports, des études macro-économiques et des prêts du personnel nécessaire pour la bonne marche des travaux des comités, des groupes de travail et des autres organes de négociation intergouvernementale, ainsi que cela s'est fait au cours des années passées, pour le Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale.

/145. Les divisions

145. Les divisions les plus directement affectées par l'augmentation des tâches dans ces deux domaines sont la Division du développement économique, la Division de la politique commerciale et la Division du développement industriel. Donc, il faudra d'abord renforcer ces divisions ainsi que les services statistiques correspondants, afin qu'ils puissent assumer les obligations additionnelles qui leur incombent. Mais il faudra aussi renforcer les sections du Secrétariat qui seront chargées de la réalisation des programmes concernant l'agriculture, l'énergie et les transports. Si l'on tient compte de tous ces facteurs, l'augmentation du personnel jusqu'aux alentours de 1965 devrait être au maximum de 25 fonctionnaires professionnels distribués de façon assez uniforme entre les catégories P-5 à P-2, avec une augmentation correspondante du personnel des services généraux que l'on estime à 30 postes environ, y compris le personnel auxiliaire de statistique. Une augmentation des fonds pour frais de voyage et assistance temporaire sera aussi nécessaire pour la préparation et le bon fonctionnement des réunions qui se multiplieront en raison des exigences qu'imposent les projets concernant le marché régional et le système de paiements multilatéral.

146. Une estimation détaillée des dépenses budgétaires additionnelles pour quelques rubriques, telles que celles du matériel de bureau, des frais de publication, des voyages, etc., ne peut pas encore être faite avec l'exactitude qui serait nécessaire.

147. Sur la base d'un calcul approximatif, on peut dire néanmoins que les fonds nécessaires à l'exécution des programmes prévus pour la période 1959-1964, devront être accrus progressivement de façon à représenter en 1965 une dépense additionnelle de 425.000 dollars par rapport au niveau actuel.